

mêrhaba hêvalnô

nouvelles du
kurdistan



MENSUEL N°3
17 AVRIL 2016
PRIX LIBRE



UNE DÉLÉGATION DE FEMMES AU KURDISTAN

Notre délégation, composée de 7 femmes et féministes toutes vivant en France et originaires de différents pays, est une des rares délégations à s'être rendue au Kurdistan de Turquie du 2 au 9 mars 2016. Cela suite à une invitation du KJA, Congrès des Femmes Libres, à participer aux événements du 8 mars, la journée internationale des femmes, dans la région.

Étant donné la gravité de la situation dans cette région (des centaines de morts parmi les civils depuis que le gouvernement a mis fin aux pourparlers de paix) et l'absence d'information conséquente à ce sujet dans les médias européens, nous avons décidé d'élargir notre visite et d'aller observer ainsi, dans la mesure du possible, les conséquences de la politique guerrière menée par l'Etat Turc depuis l'été 2015.

En effet, dans des vastes territoires, le gouvernement a décrété l'état de siège sous le nom de "Zone Temporaire de Sécurité" (Geçici Güvenlik Bölgesi). De plus, les forces policières et militaires mènent encore des "opérations" dans plusieurs villes et quartiers soumis au couvre-feu et bouclées par intermittence comme à Silopi, à Cizre, à Sur, à Idil, à Nusaybin, à Yüksekova, et ceci loin du regard des observateurs indépendants.

Malgré ce climat de guerre extrêmement lourd, nous avons été accueillies très chaleureusement non seulement par les membres du KJA et les responsables politiques, mais aussi par toutes les femmes que nous avons rencontrées durant notre séjour. Ainsi, nous avons éprouvé le profond sentiment de sororité internationale et internationaliste qui anime les femmes kurdes.

♦♦♦ suite p. 3

Sur, génocide culturel et social d'après massacre

Plusieurs villes du Sud-Est de la Turquie (Nord Kurdistan) comme Sur et Silopi entre autres, ont été mises à sac par les forces de sécurité, durant de

longues périodes de couvre-feu et des milliers de personnes ont été forcées de quitter leur lieux de vie.

Pendant les « opérations de nettoyage »

comme aime le dire le gouvernement AKP, les destructions et les massacres, nous n'étions pas les seul.e.s à nous poser des questions sur l'avenir de Sur par

♦♦♦ suite p.5



Les accords de la honte entre l'UE et l'Etat fasciste turc

p. 17



Cizre est maintenant comme Kobanê et Shengal

p. 6

au sommaire :

- ♦ Editio p. 2
- ♦ Une délégation de femmes au Kurdistan p. 3
- ♦ Sur, génocide culturel et social p. 5
- ♦ Cizre est maintenant comme Kobanê et Shengal p. 6
- ♦ La fédération démocratique du Rojava p. 10
- ♦ L'allié tactique préféré de tout le monde : les Kurdes p. 11
- ♦ Quels sont les calculs des Kurdes au Rojava p. 12
- ♦ Les griffes du capitalisme au Kurdistan sud p. 14
- ♦ Pourquoi la France laisse faire le génocide p. 16
- ♦ Les accords de la honte entre l'UE et l'Etat fasciste turc p. 17
- ♦ Autour du Newroz p. 18
- ♦ Glossaire et plus... p. 20



POUR TOUTES INFOS,
COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS :
actukurdistan[at]riseup.net

Ce dernier mois a été marqué au Bakûr (Kurdistan nord, en Turquie) par la levée partielle de couvre-feu et de siège dans certaines villes qui l'étaient depuis décembre, on pense à Sur et Cizre notamment.

Cela a permis à une grande partie des survivant.e.s, qui s'étaient réfugié.e.s chez des proches, de revenir et voir de leurs propres yeux la dévastation causée par les forces de police et de l'armée sur leurs maisons et leurs quartiers. « C'est pire que Kobanê ! » disent beaucoup de gens. Les quartiers qui avaient déclaré leur autonomie sont réduits à des ruines. À Kobanê, c'était les guérillas qui se battaient contre Daesh ; dans ces villes ce sont les civils qui se sont battus et qui se sont fait massacrer par l'État. Par ailleurs, les attaques reprennent à nouveau contre les villes de Nusaybin (province de Mardin), de Gezer/Yüksekova (province de Hakkari), de Şırnak et de Silopi (province de Şırnak, dans laquelle se trouve également la ville de Cizre) ; les jeunes des YPS et YPS-Jin résistent courageusement et empêchent pour l'instant les forces de l'État de rentrer dans leurs quartiers.

À Cizre et Sur, les cadavres sont encore chauds, les proches n'ont pas encore eu l'occasion de faire le deuil, que les pelleteuses protégées par les blindés de la police sont déjà en pleine activité. Elles sont occupées à ramasser des tonnes de gravats dans lesquels se trouvent des corps ou des membres, pour les jeter dans le Tigre. Ensuite elles nivellent le sol et préparent les gros chantiers qui visent à remplacer les quartiers historiques des Kurdes, rasés par les bombes, par des barres d'immeubles bien plus contrôlables par l'armée. Au déplacement forcé de centaines de milliers de Kurdes vient se rajouter la tentative de les remplacer par une population favorable à l'AKP. Nous relayons dans ce numéro un texte qui analyse ce « génocide culturel et social » à travers le cas de Sur, centre ville historique d'Amed/Diyarbakır.

Depuis de nombreux mois, on parlait déjà de « génocide politique » pour décrire les vagues d'arrestations massives de militant.e.s et surtout des femmes et hommes politiques du parti BDP, élu.e.s co-maires dans les villes Kurdes ; cette répression ne cesse toujours pas. Cette interdiction de fait du parti sera sûrement un jour annoncée officiellement. On commence sans doute à entrevoir une tentative de génocide tout court de la population Kurde et en particulier de la population qui ose résister. Deux autres articles illustrent cela : une interview d'un député HDP présent à Cizre tout le long du siège donne plus de précisions de l'intérieur sur comment se sont déroulés ces derniers mois d'attaques brutales par l'État ; puis un communiqué d'une délégation de femmes parties de France pour rejoindre le mouvement des Femmes Libres dans leurs célébrations du 8 mars témoigne des politiques de terreur de l'État, particulièrement contre les femmes qui luttent.

Malgré la guerre psychologique menée par l'État turc, les célébrations du 8 mars (journée mondiale des femmes) et celles du Newroz le 21 mars (fête du printemps pour les Kurdes et d'autres peuples du Moyen-Orient) ont bien eu lieu. L'État avait interdit la plupart de ces rassemblements, ou alors avait fait courir la rumeur d'alertes à la bombe, mais dans la plupart des cas, les célébrations se sont déroulées, certes avec moins de monde que les années précédentes, mais avec autant de détermination. Le Newroz est un jour de fête et un jour de lutte ; on célèbre par les danses et le feu symbolique la lutte

de libération des populations contre le pouvoir tyrannique (on vous transmet un conte du Newroz en fin de revue).

Le Newroz l'a bien annoncé : le printemps arrive, et avec lui la lutte se renforce ! C'est le moment où les nomades reviennent avec leurs troupeaux dans les plaines (malgré l'interdiction du gouvernement). Mais c'est aussi la fonte des neiges qui rend possible aux guérillas de sortir des grottes et de se déplacer sans se faire repérer. Pendant les attaques cet hiver contre les villes Kurdes, les habitant.e.s se sont défendu.e.s, avec les jeunes en première ligne, alors que les guérillas se sont tenues à l'écart. Mais là, l'État a été beaucoup trop loin, beaucoup ont le sentiment d'être arrivé.e.s à un point de non-retour, de devoir venger les « martyrs », et de rendre les coups au bourreau. C'est ainsi que le haut commandant des guérillas du PKK, Murat Karayılan, annonce la reprise des actions des guérillas : « Le printemps est arrivé, les HPG [Forces de Défense du Peuple] doivent intervenir maintenant. Par contre, cette intervention ne devrait pas impliquer d'entrer dans les zones urbaines. Elle devrait plutôt soutenir depuis les montagnes la résistance de la jeunesse Kurde sous le parapluie des YPS [Unités de Défense Civile] ». Il faut donc s'attendre à ce que les prochains mois, la guerre augmente encore d'un cran. Une guerre civile se profile-t-elle ?... Pour s'y préparer, le PKK a passé une alliance avec différents groupes révolutionnaires armés de Turquie pour faire front commun contre l'État turc (et son allié, Daesh).

De l'autre côté de la frontière, en Syrie, les différentes armées impliquées dans la guerre n'ont pas l'air de vouloir y mettre un terme non plus, et les puissances coloniales régionales et mondiales tentent de s'accorder sur les miettes à se répartir. Par contre, le mouvement politique impulsé par le système confédéral mis en place au Rojava (Kurdistan oriental), auquel se sont alliés plusieurs groupes du nord de la Syrie, en particulier des Arabes, prône une issue à cette guerre à travers la proposition d'une Syrie confédérale. En ce qui concerne leur région, elles viennent d'annoncer la création de la Fédération du Nord de la Syrie.

Quant aux Kurdistan du Başur (en Irak) et du Rohilat (en Iran), nous n'avons toujours pas beaucoup d'informations à transmettre. Le seul article que nous avons sélectionné critique le modèle du Gouvernement Régional Kurde (au Başur), et particulièrement sa capitale, Erbil, devenue le symbole du capitalisme à l'occidentale dans la région.

Encore une fois, nous ne pouvons pas terminer sans parler de la responsabilité des États européens qui collaborent ouvertement avec le gouvernement turc à travers leurs « accords de la honte » comme le titre un communiqué du Conseil Démocratique Kurde de France. De même, nous avons voulu vous présenter brièvement la collaboration française avec la Turquie en matière de « sécurité »...

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : [actukurdistan\[at\]riseup.net](mailto:actukurdistan[at]riseup.net)

ÉDITORIAL





UNE DÉLÉGATION DE FEMMES AU KURDISTAN

♦♦♦ suite de la p. 1

Nous aimerions pouvoir parler aujourd'hui uniquement de l'immense travail d'émancipation et de renforcement des femmes, initié par les organisations de femmes à travers les nombreux outils tels que les académies de femmes, les ateliers de formation professionnelle, les coopératives de femmes, les centres d'accueil pour femmes subissant des violences, etc. Du moins, nous pouvons exprimer notre très grande admiration face au courage et à la volonté transformatrice des femmes kurdes. La vitalité et la créativité de leur mouvement nous ont donné de l'énergie et de l'inspiration en tant que femmes et féministes. Par conséquent, nous les remercions à cette occasion pour ce qu'elles sont en train de construire pour les femmes du monde entier !

Mais malheureusement, nous sommes aujourd'hui dans l'obligation de témoigner avant tout de la situation désastreuse au Nord Kurdistan causée par les politiques éradicatrices de Recep Tayyip Erdoğan et de son gouvernement.

Durant notre séjour, certaines manifestations qui auraient dû se tenir dans le cadre du 8 mars et auxquelles nous avions prévu de participer, ont été interdites et/ou empêchées par les préfectures et les forces policières, comme à Urfa et Kızıltepe.

Ainsi, nous avons pu prendre uniquement part à la marche festive tenue au centre ville de Mardin et au meeting de Diyarbakır. À cette occasion, nous avons été les témoins directes de la répression

exercée par le gouvernement turc sur le mouvement des femmes, un mouvement porté par les initiatives des associations et des municipalités locales. Nous avons ainsi constaté la grande tristesse et le sentiment d'injustice face aux attaques visant spécifiquement les femmes kurdes. L'assassinat de Seve Demir, Pakize Nayır et Fatma Uyar le 6 janvier à Silopi, 3 ans jour pour jour après l'assassinat des 3 femmes kurdes à Paris en janvier 2013, et l'exhibition du cadavre dénudé d'Ekin Van ont particulièrement heurté la population.

Ceci est l'une des conséquences de la politique de guerre menée par le gouvernement qui associe aux "terroristes" toute personne critique vis-à-vis de sa politique meurtrière. L'exemple récent de l'incarcération de plusieurs professeurs d'universités en raison d'un appel en faveur de la paix, témoigne très fortement de cette logique exprimée dans les termes suivants par Erdogan au cours d'une déclaration publique : « *Si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes avec les terroristes.* »

Notre délégation est entrée le 4 mars à Cizre, ville de 120 000 habitants où le soutien au mouvement est fort, deux jours après la levée partielle du bouclage de la ville décrété par les autorités turques il y a un peu plus de deux mois. Une partie de la ville a été complètement détruite, les habitant.es se trouvent dans un état extrêmement difficile sur le plan à la fois matériel et psychologique. Comme ils, elles nous l'ont dit : « *À Cizre la situation*

est pire qu'à Kobanê », car la population a été visée en tant que telle. Non seulement très nombreuses sont les familles qui se retrouvent sans logement, mais aussi celles qui ont perdu un.e membre de leur famille ou de leur entourage proche, dans des conditions terribles. Ce sont plus de 300 personnes, hommes femmes et enfants qui ont été tuées au cours de cette opération. On compte parmi eux 138 personnes bloquées dans 3 caves ne pouvant sortir sous peine de se faire tuer et finalement exécutées, brûlées vives par les forces policières et militaires. A la suite des visites de ces quartiers, de ces 3 caves et des discussions avec des habitant.es de Cizre ayant survécu à cette opération meurtrière menée par les "unités spéciales", nous sommes convaincues que les civils ont été pris pour cible par les forces armées de l'Etat. Et là encore nous sommes témoins du fait que les femmes ont été frappées spécifiquement : nous nous sommes rendues à l'endroit où une femme a été tuée, sont corps mis à nu et exposé par les policiers turcs sur les réseaux sociaux, et à un autre endroit, c'est une femme dont les cheveux ont été coupés par les soldats et accrochés sur le mur d'un immeuble.

Les effets dévastateurs de la guerre sur la population civile sont nombreux et continuent aujourd'hui encore dans de nombreuses villes. De manière générale, dans les zones où l'état de siège est décrété, les habitant.es se retrouvent souvent sans électricité, sans accès au service d'éducation

au Bakûr :

♦ En ce moment, les villes de Şirnak, Nusaybin et Gever/Yüksekova

subissent les attaques de l'armée turque depuis un mois, ainsi que Silopi depuis plus récemment. Idil (Şirnak) a été sous couvre-feu pendant 43 jours jusqu'au 31 mars. Comme dans les autres villes où le couvre-feu a été levé, les habitant.e.s essayent de revenir chez elles mais la police les bloquent à l'entrée de la ville. À Nusaybin, les forces de l'État n'arrivent toujours pas à rentrer dans les quartiers autogérés. À Gever/Yüksekova, au moins 40 personnes ont été tué.e.s à l'arme chimique utilisé par l'armée Turque.

♦ Des familles de personnes tuées à

Sur tiennent une vigie pendant plus de 65 jours pour pouvoir récupérer les corps de leurs enfants.

♦ **Cizre.** Les forces de police et l'armée occupent toujours l'hôpital public. Un étage est entièrement occupé par la police et son accès est interdit, y compris au personnel de l'hôpital.

♦ Un rapport de juristes accuse la Turquie de crimes de guerre dans la ville de Cizre pendant les 87 jours de siège. Le rapport pointe notamment des mutilations des femmes. Ce rapport -fruit d'une plateforme regroupant différentes organisations d'avocat.e.s- recueille les témoignages des habitant.e.s de Cizre.

♦ **À Amed,** une grue qui transportait des blocs en béton pour un commissariat, tue 2 enfants et blesse gravement un autre, en faisant s'écrouler un mur d'une école primaire.

♦ **7 membres du comité d'organisation du Newroz** (célébration du nouvel an kurde) à Amed/Diyarbakir ont été arrêtée.e.s. Le procureur a lancé 4 procès pour propagande terroriste pour des discours ou des drapeaux du PKK.

♦ **Les attaques des HPG (guérillas du PKK) reprennent :** Un convoi militaire a explosé sur la route qui relie Mardin à Amed mardi 12 avril au matin. Quelques jours avant, un poste de police a été attaqué sur la route reliant Lice à Amed. L'opération s'est conclue par la mort de 30 policiers.es. Une autre attaque à la voiture piégée a eu lieu à Amed contre un bus des forces spéciales de la police. Selon les

chiffres officiels, 7 policiers ont été tués et 27 personnes blessées, dont des civiles. Selon les HPG, 17 policiers ont été tués et 13 autres blessés (l'ancien garde du corps d'Erdogan est un des policiers tués). Enfin, toujours en ce début avril, une gendarmerie située sur la route entre Hani et Lice (au nord de Amed) a été entièrement détruite suite à une attaque au camion piégé. Cette gendarmerie est particulièrement connue comme l'endroit où s'entraînent les forces spéciales, qui ont perdu au moins 11 des leurs lors de l'attaque. Un convoi militaire s'est également fait attaquer lorsqu'il se rendait à l'endroit de l'attaque.

♦ **Le 4 avril ça faisait un an que le leader kurde Abdullah Öcalan** est en isolement total dans sa prison. Toute communication avec l'extérieur lui est interdite, y compris la visite de ses proches et de ses avocat.e.s.

♦ **Lors des confrontations entre les YPS/YPS-Jin et les forces de l'État** qui attaquent les quartiers autogérés de Nusaybin, 3 gradés et 3 soldats (probablement de l'équipe qui coordonne les forces de l'Etat à Nusaybin) ont été tués. Des centaines de ces bourreaux de l'Etat turc se sont fait tuer depuis la reprise de la guerre l'année dernière. Récemment, face aux pertes subies, environ 1000 membres de ces forces spéciales ont signé une pétition demandant à être mutés vers d'autres unités.

♦ La police a fait une descente dans les locaux centraux du KJA (Congrès des Femmes Libres) et du DBP (Parti des Régions Démocratique) à Amed et a arrêté une quinzaine de personnes, dont la plupart avaient déjà été arrêtées lors de l'affaire contre le KCK en 2009.

♦ **Marche de femmes à Amed** pour dénoncer la politique sexiste de l'AKP, les abus sexuels et les viols. La marche s'est fait encercler par la police depuis le début.



et de santé. Surtout, ils.elles risquent leur vie. Autrement dit, dans ces vastes espaces habités, tous les droits humains élémentaires, y compris le droit à la vie, sont suspendus au profit de l'arbitraire militaire : les habitant.e.s rencontré.e.s ont témoigné de ces violences et de leur conviction qu'ils.elles doivent se préparer à des attaques durables contre leur peuple. Cette politique de destruction du tissu matériel et social vise à rendre la vie impossible aux habitant.es puisqu'ils.elles quittent leurs maisons. En somme, il s'agit d'une politique de déplacement forcé et d'anéantissement de la population civile kurde. Il est difficile de donner un chiffre précis, mais il est clair que plusieurs centaines de milliers de personnes ont dû quitter leurs domiciles et se réfugier chez des proches dans des villes environnantes, plus sûrs pour le moment.

Faisant le constat du black-out médiatique sur la guerre civile initiée par le gouvernement turc contre le peuple kurde, conscientes du silence complice des gouvernements européens face à cette situation, notre délégation exprime son indignation et dénonce la responsabilité des états européens dans la réalisation de ces massacres.

Plus précisément, nous nous joignons aux associations comme le Gisti ou Migreurop qui ont condamné l'accord de renvoi des réfugiés, signé le 18 mars entre l'Union Européenne et la Turquie, en parlant d'un « véritable troc de la honte ». Comme exprime un récent communiqué d'Amnesty International France : « *Les réfugiés ne sont pas une marchandise.* » Nous ajoutons à cela : « *ni le peuple kurde !* »

Nous appelons tout le monde à prêter attention à la situation actuelle en Turquie et à exiger de toutes les instances nationales et internationales responsables des actions claires et satisfaisantes au sujet de la répression politique et des exactions envers la population kurde. Nous demandons aux organisations ou aux groupes politiques, aux syndicats et aux associations de mener des actions concrètes contre cette guerre menée par le gouvernement turc avec la complicité de l'Union Européenne.

De notre côté, nous sommes décidées de montrer dans les jours qui viennent, en parole et en acte notre solidarité envers le peuple du Kurdistan, et nous invitons toutes les personnes qui refusent de fermer les yeux face à la gravité de la situation à se joindre à notre action !

source

kedistan.net



SUR, GÉNOCIDE CULTUREL ET SOCIAL D'APRÈS MASSACRE

♦♦♦ suite de la p. 1

exemple. Sachant que le BTP, le « recyclage urbain », sont des secteurs importants de l'économie de la Turquie, et fortement sources de corruption, on pouvait facilement imaginer l'effet d'aubaine. Car chaque projet, qu'il soit petit ou grand, se conçoit comme une tentacule des politiques de « progrès » basées sur le « profit », quitte à détruire nature, lieux historiques, sites classés, ou tout simplement lieux de vie avec toute la vie locale autour. On trouve, sous chaque pierre de chantier soulevée, les mêmes entreprises proches du gouvernement qui opèrent par sous-traitants ou entreprises publiques interposées, et montages financiers au service du profit. Allier œuvre de « nettoyage ethnique » à gros œuvre source de profits à l'Est, c'est aussi ce que favorise ce gouvernement.

Déjà, un peu partout en Turquie, sous couvert de « recyclage urbain », des quartiers entiers, notamment à Istanbul, sont vidés de ses habitant.e.s, rasés, reconstruits, suivi d'une gentrification... À travers ce processus appelé « rénovation urbaine » se profile à Istanbul l'exclusion sociale des classes populaires et des minorités ethniques. Le Sulukule, quartier historique des Roms, est un des exemples tragiques d'une véritable entreprise de démolition manifestant la volonté de mener de front une politique d'acculturation et de lissage du paysage urbain.

Et ce malgré la lutte des habitant.e.s, des organisations de société civile, malgré l'avertissement des associations corporatives d'architectes, des urbanistes, malgré leurs multiples propositions d'autres solutions de « réhabilitation », qui permettraient la sauvegarde de l'architecture, de la vie sociale existante, des habitants traditionnels et l'âme des quartiers. Pour les villes kurdes du Sud-Est détruites, nous y sommes aussi. C'était gros comme une maison !

La dernière étape de l'opération, après la destruction, c'est le pillage : l'expropriation !

Suite à la demande du 16 mars 2016, du Ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme, une décision urgente d'expropriation a été prise par le cabinet des Ministres le 21 mars et publiée le 25 mars 2016 dans le journal officiel.

Le quartier porte le nom « SUR » (muraille) car ce lieu historique se trouve en intra-muros. Sur fait partie du Patrimoine Culturel Mondial de l'UNESCO, berceau historique, il garde en son sein de nombreux lieux à protéger. Dengbêj Evi (la

maison du dengbêj, chanteur traditionnel kurde), Cemilpaşa Konağı (l'Hôtel de Cemilpaşa), Hasanpaşa Hanı (l'Auberge de Hasanpaşa) ne sont que quelques uns des lieux historiques. Le Centre Culturel de Dicle Fırat, le bâtiment de la Mairie de Sur, ainsi que de nombreux lieux publics et civils sont concernés par le pillage qui se met en place.

Notons qu'en fin décembre, alors que Sur était le lieu d'affrontements et que ses édifices étaient endommagés, le Barreau de Diyarbakır, et MHD (l'association des Juristes de Mésopotamie) avaient fait appel à l'UNESCO. « *La protection des enceintes (sur) de Diyarbakır et les constructions intra-muros est sous responsabilité fondamentale de l'humanité. Nous appelons à prendre des précautions en urgence, pour la sauvegarde de Sur, intégré dans la liste de l'héritage culturel du monde, de son histoire, de sa population, avant un point de non-retour.* » L'UNESCO n'a donné aucune suite...

Expropriation de 82% du quartier

Selon la décision, sur Sur, 6.300 parcelles, sur 7.714, soit 82% du quartier seront expropriées. Il s'agit de 10.846 habitations, églises, édifices, hôtels, locaux commerciaux... [Le reste des parcelles sont] déjà expropriées. Objectif 100% !

Devant la décision de l'expropriation, les architectes, urbanistes, historiens progressistes tirent la sonnette d'alarme : « *Il ne s'agit pas d'autre chose que d'un génocide culturel et social !* » Şerefhan Aydın, le Président de la Chambre des architectes de Diyarbakır annonce qu'une réunion exceptionnelle sera tenue, et que cette décision sera portée devant les tribunaux.

« *En ce moment, toutes les dynamiques de la ville sont sous le choc. Nous essayons d'obtenir les détails de la décision. Qu'est-ce que c'est que ces façons de faire ? La plupart des parcelles concernent des bâtiments culturels, religieux, des lieux sociaux, centre d'Art, la Mairie. Une décision prise d'en haut, sans consulter personne, est en train d'être exécutée. Il y a des dynamiques urbaines, chambres corporatives, organisations civiles et un travail de ce type se fait sans aucun travail commun avec ces acteurs. Nous ouvrirons un processus judiciaire.* »

« *Quand nous parlions du "profit", on nous disait comment pouvez-vous le savoir. Voilà, maintenant c'est mis à jour. La décision comprend aussi des lieux privés et ils seront offerts*

aux alliés [de l'AKP]. Nous voyons cette démarche comme une initiative de destruction de l'espace de vie et d'une culture existante. C'est un génocide social et culturel. Ils vont, avec leurs promoteurs, mettre à sac le tissu culturel et social et le concevoir de nouveau. »

Souvenons-nous, pendant que Sur se vidait de ses habitant.e.s, pendant que ses rues et maisons étaient mises en sang et en épave, le Premier Ministre Ahmet Davutoğlu, avait annoncé les intentions du gouvernement en déclarant « Nous allons reconstruire Sur de telle façon, qu'elle sera comme Tolède. » Şerefhan Aydın précise également que malgré la fin déclarée des « opérations », les interdictions continuent. « Les entrées et sorties sont empêchées, contrôlées par des murs en béton [installés mi mars]. À l'intérieur, les engins de travaux publics fonctionnent. Nous ne savons pas ce qu'ils font, seules les administrations attachées à la Préfecture le savent. Si les opérations sont terminées, pourquoi on ne peut toujours pas y accéder ? »

L'urgence, au moment des sièges, était bien sûr celle des victimes. C'était d'alerter sur les massacres en cours, de

dénoncer leur « orientation » génocidaire. Mais déjà des voix s'étaient élevées pour mettre à jour des « projets » pour ces quartiers. Quoi de plus efficace que de lier dispersion des populations, destruction des lieux de vie, gentrification à caractère ethnique, pour « coloniser » des espaces de territoire qu'on ne peut maintenir sous contrôle militaire pendant des décennies encore ? Quoi de plus efficace que de lier cela avec les bétonneurs, le tourisme de masse à la « Turquie nouvelle », les investissements pour le « modernisme de la consommation ». N'en doutons pas, il y aura bien là dedans aussi une « mosquée nouvelle ». Le régime saura sans doute aussi suffisamment séduire certaines couches bourgeoises kurdes qui votaient déjà pour lui... Les résistant.e.s d'origine peuvent aller se disperser ailleurs.

Cela ressemble à une politique ancienne que l'on connaît bien au Moyen Orient. Cette politique, ne peut que renforcer l'idée, dans les populations kurdes, qu'il s'agit d'une politique de « colonisation ». Nous sommes loin du projet fédéraliste et de la vie commune.

source

kedistan.net

« Si vous vous Daechisez, nous nous Kobaniserons » !

ENTRETIEN AVEC FAYSAL SARIYILDIZ CIZRE EST MAINTENANT COMME KOBANÊ ET SHENGAL

Faysal Sariyıldız, député HDP pour Şırnak, a été la source d'information principale depuis l'intérieur de la ville assiégée de Cizre pendant deux mois. Il a informé l'opinion publique à travers les réseaux sociaux et il a fait de nombreux appels aux organisations internationales pour mettre un terme au siège de Cizre et empêcher le massacre de civil.e.s.

Sariyıldız a d'abord été au Parlement en 2011 pour la première fois comme candidat du DBP (Parti pour la Paix et la Démocratie), le prédécesseur du HDP, alors qu'il était en prison accusé d'appartenance à une organisation terroriste. Il avait été arrêté en 2009 dans le cadre des opérations contre le KCK, puis relâché en 2014 sans avoir été jugé. Il a été réélu au Parlement en 2015.

Kurdish Question a interviewé Faysal Sariyıldız aux lendemains des massacres afin d'avoir une image de la situation à Cizre plus claire, sans censure et de première main.

Où êtes-vous en ce moment, M. Sariyıldız ?

Je suis à Cizre, district de Şırnak, où il y a eu un couvre-feu pendant 62 jours sous les

ordres du gouvernement AKP et sous décision du Gouverneur de Şîrnak.

Dans quels quartiers ont lieu les sièges et les opérations ?

Les opérations et les sièges ne sont pas limités à certains quartiers. Le siège est imposé aux quatre coins du centre du district [NdT : c'est-à-dire, la ville ; le reste du district étant composé d'autres villes comme Idil et des villages]. Néanmoins, il y a une concentration dans les quartiers de Nur, Cudi, Sur et Yafes, qui sont sous attaque intense et assiégés.

Quelle est la population vivant dans ces quartiers actuellement ?

Selon le recensement de 2015, la population de Cizre est de 131.816 personnes. Les quatre quartiers que j'ai mentionnés correspondent aux 2/3 de ce nombre. À cause des attaques dévastatrices et illégales de l'État, les habitant.e.s de Cudi, Nur et Sur ont été complètement déplacé.e.s, puis plus de la moitié de la population de Yafes a également dû quitter le quartier. En outre, la politique de déplacement forcé par l'État a aussi été exécutée dans des quartiers pas particulièrement ciblés par les attaques. On peut dire que plus de 100.000 personnes ont été déplacées.

Cizre est assiégée depuis plus de deux mois ; qu'est-ce que les gens ont à manger et à boire ; en gros, de quoi vivent-illes ?

Les gens ont épuisé durant cette période toutes leurs réserves. À Cizre, les relations sociales et de voisinage sont très fortes. De plus, il y a la solidarité collective parce que les gens appartiennent à la même identité politique. Néanmoins il y a de graves privations dues à la longue durée de siège. Par exemple, l'État n'a permis qu'à quelques magasins de rester ouverts certains jours. Mais uniquement les gens habitant proches de ces magasins pouvaient en profiter. Les gens habitant loin de ces magasins dans des quartiers attaqués sévèrement ne peuvent en aucun cas accéder à leurs besoins. Parce que quitter la maison pour aller acheter du pain peut avoir comme conséquence de se faire tirer dessus ou d'être touché par un éclat d'obus, en gros, d'être tué.e. Le prix pour sortir dans la rue est la mort. En plus, dernièrement la police a empêché ces magasins d'ouvrir.

En même temps, les forces de l'État ont empêché l'accès au district à des dizaines de camions contenant de la nourriture et d'autres produits de base envoyés depuis d'autres parties du pays.

À cause des attaques, les infrastructures du district ont été détruites. Les forces de l'État ont ciblé volontairement les canalisations d'eau potable et celles d'eaux usées ainsi que les transformateurs d'électricité. On a manqué d'eau pendant des jours. Un employé de la mairie est allé réparer les réservoirs d'eau endommagés puis il s'est fait tirer dessus par l'armée ; son bras a dû être amputé.

Est-ce que les gens vous appellent pour demander de l'aide ? Que demandent-ils ?

Les demandes les plus courantes pendant le siège étaient d'emmener les blessé.e.s et les cadavres à l'hôpital. Des appels au secours de personnes piégées dans des bâtiments, d'autres qui sont menacés de mort, ou encore dont les maisons ont été brûlées. C'est parce que l'État a coupé toute voie de communication entre les institutions et la population ; il n'y a aucune voie de dialogue. Les mairies ne sont pas capables de fournir les services à la population à cause du siège et du couvre-feu.

Les gens pensent que parce que je suis député, je vais être capable de satisfaire leurs demandes. Par contre, à cause de mon rôle d'opposant et la ligne politique que je représente, les demandes que je relaie ne sont pas prises en considération. Les cadavres et les blessé.e.s ont été laissé.e.s dans les rues pendant des jours malgré les nombreuses demandes pour qu'elles soient retirées. Des demandes comme celle-ci seraient immédiatement entendues dans des pays où une démocratie est implantée et la justice et la loi sont appliquées. Mais les demandes les plus humaines sont ignorées en Turquie, qui est administrée par un gouvernement antidémocratique et totalitaire.

Où sont allés les gens qui ont fui Cizre ? Avez-vous des informations quant à leur situation ?

Les gens ont dû quitter leurs maisons et leurs moyens d'existence à cause des attaques permanentes et intenses de la part des forces de l'État. Lorsque les Kurdes parlent de dévastation et de désastre, leur référence c'est Kobanê et Shengal. Deux tiers de Cizre sont maintenant pareils à Kobanê et Shengal. Les maisons ne sont plus que décombres. Il ne reste pratiquement aucune maison n'ayant pas été touchée par les obus ou les mortiers. Ceci est une politique consciente pour déplacer la population. Les forces de l'État ont violé le droit à la vie.

Le premier mois du siège, la migration était intérieure. Les attaques étaient concentrées sur les quartiers de Cudi, Nur,

Yafes et Sur. Les habitant.e.s forcé.e.s de quitter ces zones ont migré au centre-ville ou vers les quartiers où les attaques étaient moins graves. Certaines personnes ont emménagé chez des proches, et d'autres ont été accueillies par des gens. Par contre, lorsque les attaques ont commencé à se répandre sur ces quartiers aussi, les gens ont migré encore une fois, cette fois-ci vers des villages proches, vers les villes de Şîrnak, Idil, Diyarbakır ou d'autres villes en Turquie. Dans les années 1990, les attaques de l'État ont provoqué la migration des Kurdes des zones rurales vers les villes, maintenant c'est le contraire qui arrive ; parce que l'État est en train de convertir les villes kurdes en un enfer.

Pourquoi l'État attaque aussi sévèrement Cizre ?

Si on regarde à la signification historique et politique de Cizre, on peut voir qu'elle a une qualité symbolique autant pour l'État que pour le peuple Kurde. Pour comprendre pourquoi l'État a déclaré le plus long siège et couvre-feu et commis des atrocités en empêchant les gens d'enterrer leurs proches et en brûlant des gens vivant.e.s, on doit regarder l'histoire de résistance à Cizre.

Au cours des années '90, la pire tyrannie et oppression a eu lieu à Cizre. Les événements pendant les célébrations du Newroz [le nouvel an kurde] en 1992 sont encore frais dans notre mémoire. Plus de 100 civil.e.s se sont fait tirer dessus et des centaines blessé.e.s dans des attaques visant à empêcher les célébrations du Newroz. Les mêmes années, des villages ont été entièrement rasés, les migrations forcées, les assassinats extrajudiciaires et les fosses communes étaient quotidiens à Cizre. L'État voyait les droits et libertés humaines comme du luxe pour la population de ce district.

Malgré toute la violence et l'oppression, à cette époque comme maintenant, la population de Cizre n'a fait aucune concession et ne s'est pas agenouillée. La demande de Cizre pour la liberté et l'égalité et sa résistance contre les politiques de négation et d'assimilation de l'État turc a toujours été incassable. Malgré la politique étatique d'assimilation, Cizre a résisté à la turquification et protégé son identité culturelle et politique, authentique et indépendante. C'est la raison pour laquelle elle a toujours été la cible de ceux au pouvoir. Tout comme Cizre était au cœur de la rébellion contre l'Empire Ottoman en 1847, elle est devenue le symbole de résistance pour le peuple Kurde dans les années 1990.

L'État est donc persuadé que si Cizre, l'un des centres de la résistance, est liquidé, alors il pourra renforcer sa souveraineté dans les autres villes du Kurdistan. Mais je suis persuadé que la barbarie de l'État à Cizre pendant le siège a été gravée dans la mémoire collective de la population tellement profondément que ça va créer une réaction et une rage organisées. Les gens ici ont dû vivre une expérience inhumaine et tyrannique qui va être transmise de génération en génération.

Que signifient les barricades et les tranchées?

Elles signifient une forme d'autodéfense contre la politique de négation et d'annihilation de la part de l'État. Bien sûr que les populations Kurdes ne sont pas ravies de vivre derrière des tranchées, au milieu de batailles, de quitter leurs maisons et d'enterrer des personnes aimées chaque jour. Mais on insiste pour que les Kurdes vivent comme des esclaves. Ceux et celles qui sont derrière les barricades refusent cela. La plupart d'entre eux ont été discriminés par l'État, arrêtés, emprisonnés et torturés ou alors ont perdu un proche dans la guerre, ou leur village a été brûlé. Ils n'ont pas confiance en l'État. Je sais cela parce que j'ai rencontré les jeunes l'année dernière lorsque les négociations [entre l'État et le mouvement Kurde] étaient encore en cours, pour qu'ils rebouchent les tranchées. Ils ont entendu la demande de M. Öcalan et l'ont fait. Par contre, ce même jour, les forces de l'État ont tiré et tué un enfant, Nihat Kazanhan, depuis un véhicule blindé. C'est le concept de guerre de l'État qui a contraint Cizre à creuser des tranchées.

Ya-t-il un dialogue entre vous et les institutions étatiques ?

Malgré de nombreuses tentatives pour le joindre ou le rencontrer pendant le siège, le Gouverneur du district de Cizre n'a pas répondu au téléphone ou à nos demandes de rencontre. Notre dialogue avec le Commandement de Gendarmerie local et le Commissariat central de Police de Cizre n'a pas évolué au-delà de leurs constantes menaces envers nous.

À votre avis, qui commande les opérations militaires à Cizre ? Ankara ou les forces locales ? Combien d'équipes de Forces Spéciales, soldats, officiers de police, etc. sont à Cizre en ce moment ?

Ce qui est arrivé à Cizre n'est pas une affaire locale. La même chose est arrivée et continue d'arriver dans de nombreuses

villes Kurdes. Les autorités gouvernementales ont déclaré à plusieurs reprises qu'il s'agit d'une opération globale. Il est donc clair que ces opérations sont planifiées et mises en application en faisant usage de toutes les institutions bureaucratiques et les outils politiques de l'État. En mars 2015, lorsque le processus de résolution était encore en cours, le gouvernement AKP a passé un paquet de lois au Parlement «le Paquet pour la Sécurité Intérieure» en prévision de ce qui arrive en ce moment. Toutes les opérations menées ici sont soutenues, incitées et dirigées par l'État et les officiers du gouvernement, y compris le président, le premier ministre, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense, les gouverneurs de province, les gouverneurs de districts, etc. Ceux qui exécutent l'opération sur le terrain sont du personnel de l'État. Ils sont payés par l'État et utilisent l'équipement militaire de l'État. Plus de 10.000 soldats et officiers des Forces Spéciales de la police participent aux opérations de Cizre. Si on compte également qu'ils ont toutes sortes d'artilleries lourdes, il y a assez de soldats et de forces spéciales pour perquisitionner chacune des maisons de Cizre.

Il y a eu des massacres dans trois sous-sols. Pouvez-vous nous donner des informations précises concernant ces massacres?

Il y avait environ 130 personnes dans les « 3 sous-sols de la mort », la moitié d'entre elles sont soit mortes soit blessées. Moi et les familles des personnes bloquées avons parlé avec le commissariat central de la police de Cizre et avec les équipes de santé de l'État d'innombrables fois pour les emmener à l'hôpital. Mais chacune de ces demandes a été refusée pour des raisons de «sécurité». Les bâtiments où les personnes blessées étaient piégées, ont été attaqués pendant plusieurs jours. Elles ont été laissées sous les décombres, sans nourriture et sans eau pendant des jours. L'État a violé toutes les normes humaines et légales et massacré les blessés d'une façon brutale.

[...] [NdT: Depuis l'interview, il a été confirmé qu'au moins 145 personnes ont été tuées dans les sous-sols. Le nombre de personnes tuées en tout à Cizre en est à plus de 300, et de nombreux cadavres restent encore piégés sous les décombres.]

L'État et les médias nationaux affirment que ces personnes n'ont pas quitté les sous-sols malgré des appels à le faire. Pourquoi n'ont-elles pas quitté les sous-sols ?

Les affirmations des représentants de l'État et les médias selon lesquelles les gens

n'ont pas évacué les sous-sols bien qu'ils en auraient eu la possibilité visent à tromper l'opinion publique internationale. Si cela était vrai, ils auraient pu le prouver. J'ai été en contact téléphonique avec les personnes piégées et j'ai parlé avec elles plusieurs fois. Je connais plusieurs d'entre elles par le travail qu'elles font dans les sphères sociale, politique et des femmes. Presque 50 étudiants universitaires qui s'étaient rendus à Cizre en solidarité étaient aussi parmi les blessés. Chaque fois que les ambulances ont essayé d'atteindre les sous-sols, les forces de l'État ont ouvert le feu et n'ont pas permis d'accéder à la zone pour des «raisons de sécurité». Au lieu de permettre qu'elles soient emmenées à l'hôpital, depuis le début l'État les a abandonnées à leur mort et voulaient les massacrer. Ils l'ont fait en les brûlant vivantes.

Avec ce massacre, l'État voulait donner une leçon à sa façon à ceux et celles qui résistent, ainsi que châtier et intimider les gens dans d'autres villes kurdes ; ceci était aussi une menace à ceux qui sont contre l'État dans les villes de l'ouest de la Turquie. En utilisant la rhétorique «On est en train de perdre le pays contre les terroristes», le gouvernement a essayé de cacher ses pratiques illégales et consolider le bloc nationaliste et conservateur.

De plus, à cause de la répression croissante des médias ces dernières années, il est impossible de parler d'une presse libre qui rapporte ce qui se passe ici. Les publications de la presse ont pour but de légitimer toutes les actions du gouvernement et de l'État. Un petit nombre de publications de la presse libre sont constamment réprimées, leurs reporters sont tués, emprisonnés ou empêchés de faire leur travail. Donc il n'est pas possible d'avoir de l'information impartiale ou détaillée de ce qui a lieu dans les villes Kurdes dans la presse. En quelques mots, l'État met en place toutes les méthodes de guerre psychologique à sa disposition.

On sait que les sous-sols ont un sens spécial à Cizre. Depuis les années '90, les habitants se sont réfugiés dans des sous-sols. Pouvez-vous nous en dire plus à ce propos ?

Un sous-sol ou une cave est un espace où les gens se réfugient des attaques de l'État. Cet espace est historique, spécialement à Cizre. Ayant expérimenté la tyrannie de l'État, la solution de Cizre a été les sous-sols. Si les gens de Cizre n'avaient pas construit des sous-sols pour se défendre et se protéger, des massacres encore pires auraient pu avoir lieu.

Vous êtes député de Şırnak. Un enfant de cette ville. Nous savons que vous avez perdu beaucoup d'ami.e.s récemment. Comment décrivez vous votre état d'âme ? Pouvez-vous nous raconter le moment que vous avez trouvé le plus pénible ?

La souffrance à Cizre est indescriptible. Comment puis-je distinguer entre la douleur provoquée par la mort de la mamie Hediye, qui après avoir appelé à l'aide pendant une semaine, a été tuée par une bombe, ou l'assassinat du bébé Miray de 3 mois et son grand-père dans une embuscade sanglante, ou la mort de mon ami Aziz qui a été tué par une seule balle dans la tête alors qu'il allait sauver une femme blessée, ou la perte de ma camarade Sévê qui cachait sa croyance en la révolution derrière son sourire ? Mais un enfant qui écrit «La résistance est la vie, le silence est la mort» sur un mur avec du charbon malgré les bombardements des tanks m'a aussi affecté profondément. Parce que c'était le cri de Cizre...

Je crois que ces mots expliquent Cizre et mon état d'esprit : silence, cris déchirants, résistance, vie, décombres, eau, tyrannie, migration, courage, liberté, visages sanglants, jeunes avec des visages lumineux, espoir,...

Vous avez fait appel à de nombreuses organisations internationales récemment. Avez-vous eu des réponses ?

Il n'y a eu aucune réponse significative ou action prise en réponse à ces lettres écrites ou appel faits par moi-même et le Parti Démocratique du Peuple (HDP) jusqu'à présent.

Comment les attaques de l'État peuvent être arrêtées ?

D'après ce qu'on peut voir, les forces de l'État n'ont aucune intention de cesser leurs attaques dans le futur proche. L'État veut couvrir son échec politique en Syrie et au Rojava avec ces attaques. Par ailleurs, il veut discréditer, criminaliser et réprimer la motivation créée par les évolutions au Rojava, ainsi que les demandes faites par les Kurdes pendant le processus de résolution du conflit, qui ont été vues par le monde comme légitimes. Une opposition unifiée et organisée formée par les forces démocratiques est la seule chose qui peut affaiblir les attaques de l'État. Le soutien de l'opinion publique internationale est aussi très important.

Où pensez-vous que les évolutions récentes nous amènent-elles ?

La situation actuelle dans laquelle est l'économie capitaliste signifie que les res-

sources énergétiques et leurs voies de distribution sont devenues des enjeux importants. Les puissances impérialistes font constamment de nouvelles manœuvres à cause des réserves considérables en pétrole et en gaz dans la région. Les évolutions ici, en particulier depuis la première Guerre du Golf, sont en train de créer de nouvelles contradictions, de nouvelles alliances, de nouveaux problèmes et de nouvelles opportunités chaque jour. De plus, le sectarisme s'approfondit en utilisant Daesh. Parallèlement à cela, nous avons les volontés et luttes démocratiques des peuples de la région contre les régimes autoritaires.

L'un des exemples les plus importants de ceci sont les Kurdes. Les Kurdes veulent la démocratie et l'auto-gouvernance. Il y a une lutte active pour cela au Rojava. En Turquie, les revendications des Kurdes sont refusées; leur lutte criminalisée, réprimée et délégitimée. Néanmoins, dans cette ère de la communication ce ne sera pas aussi facile qu'autrefois de nier la revendication du peuple pour la démocratie, l'égalité et la liberté. Les Kurdes vont continuer à lutter pour cela, leur revendication pour une «citoyenneté égale et libre» en Turquie est de grandes signification et valeur. C'est une revendication universelle, légitime et démocratique. Alors tant qu'un régime démocratique dans lequel les Kurdes aient un statut et une voix n'est construit, les Kurdes continueront à se battre.

source

<http://kurdishquestion.com>.
Traduction de l'anglais par Merhaba Hevalno



toujours au Bakûr :

♦ **Gentrification par la force armée :** le quartier de Sur et 8 autres districts en résistance sous le coup des « expropriations d'urgence » !

Un plan d'expropriation à large échelle s'est mis en place dans les quartiers autogérés attaqués par les forces de l'État. Fin mars on apprenait la nouvelle pour le quartier de Sur (d'Amed/Diyarbakir) et des quartiers de Silopi. Début avril, de nouveaux plans sont annoncés pour Cizre, Idil, Kiziltepe, Geve, Çukurca, et les quartiers Kayapinar et Bağlar à Amed. Ces « expropriations d'urgence » ne rentrent pas dans les cadres légaux qui permettent de faire appel des décisions en justice. L'entreprise en charge des destructions comme des chantiers des barres d'immeubles, Toki, est une entreprise publique qui depuis 2003 s'occupe de la vente de biens publics pour le privé. Selon Melik Aslan, membre de la chambre d'Architecture, l'AKP veut transformer Sur et toute la région en une « prison ouverte » grâce à sa politique d'expropriations d'urgence. « Leur plan est de légitimer les destructions qu'ils ont causé, et de faire accepter aux victimes les TOKI. »

♦ **Un groupe de 30 femmes résistent contre la démolition** de leurs maisons à Sur en se mettant devant les pelleteuses. Nazime a déclaré à Jinha : « Nous ne leur avons pas laissé démolir nos maisons. Je n'ai pas vendu ma maison. Mais l'État veut encore qu'on quitte nos maisons. Nous résisterons encore et nous ne leur donnerons pas nos maisons. Nous avons dormi sous le bruit des bombes, des tanks et des fusillades pendant des mois. Nous nous poserons devant les pelleteuses. »

♦ **Une commission juridique s'est créée** pour faire face aux mesures d'expropriation d'urgence. Cette commission regroupe beaucoup d'organisations (dont l'Association pour les Droits de l'Homme, l'Association de Juristes Libertaires et le parti DBP).

LA FÉDÉRATION DÉMOCRATIQUE DU ROJAVA

Alors que les puissances occidentales présentes aux pourparlers de Genève affûtent leurs couteaux pour se diviser le gâteau d'une Syrie déchirée par une guerre civile qui dure depuis maintenant six ans, les différentes composantes du mouvement populaire et révolutionnaire au Rojava — n'ayant pas reçu d'invitation à ces discussions — ont déclaré la mise en place de leur système fédéral. Cet article a été réalisé à partir de plusieurs textes publiés en anglais sur rojavareport.wordpress.com et kurdishquestion.com.

Depuis le début de la révolution Syrienne et la prise d'autonomie dans les régions Kurdes du nord du pays (Rojava) qui en a suivi, le mouvement du Rojava a su créer un modèle de gouvernance basé sur les principes de la liberté des femmes, de l'autodéfense, de l'aide et du respect mutuel entre les différents peuples de la région et de leurs cultures.

Il nous semble évident, et à la fois important à mettre en avant, le fait que la politique ouvertement féministe et autogestionnaire revendiquée haut et fort par le mouvement révolutionnaire du Rojava ne colle et ne collera jamais avec les politiques patriarcales, capitalistes et impérialistes des pays puissants.

Quelques jours après les derniers pourparlers de Genève, le 17 mars précisément, a été déclarée et inaugurée la Fédération du Nord de la Syrie/Rojava. Voici des extraits de la déclaration finale faite par l'Assemblée Constituante du Système Fédéral Démocratique du Nord de la Syrie/Rojava.

« À la population Syrienne, régionale, et mondiale.

En réponse à l'appel lancé par la Coordination Générale des Zones Démocratiques Autonomes (Cizre, Kobané et Afrin), toutes les composantes des forces politiques et de la société civile des cantons de Rojava ainsi que des zones libérées des forces terroristes se sont réunies. Cette réunion a eu comme résultat une vision politique globale pour une solution à la crise syrienne, ainsi qu'un accord sur le système de gestion pour la région de Rojava/Syrie du Nord. Ceci pourrait servir comme modèle pour le reste de la Syrie, et fournir une solution pour la crise syrienne. [...]

Voici les décisions prises lors de cette réunion :

1. Le système fédéral et démocratique englobe toutes les composantes sociales et garantit que la Syrie de l'avenir sera pour toutes les Syriennes et tous les Syriens.
2. Tous nos efforts seront consacrés à la mise en place d'un système fédéral et démocratique pour le Rojava/Syrie du Nord.
3. Le co-président et la co-présidente, ainsi qu'un Conseil d'Organisation composé de 31 personnes, ont été élu.e.s.
4. La préparation -pendant les prochains 6 mois au maximum- d'un contrat social ainsi que d'une vision légale et politique globale pour la mise en place de ce système est confié au Conseil d'Organisation.
5. Tous les comités émanant de l'assemblée ainsi que tous les documents produits adhéreront aux résolutions de l'ONU sur

les droits humains et sur les systèmes sociaux démocratiques. De plus, tout.e.s les participant.e.s de cette réunion se considèrent comme faisant partie de la mise en place de ce nouveau système et sont conscient.e.s des liens profonds entre ce processus et le peuple Syrien ; ils et elles basent leur participation sur les principes de la paix et de la fraternité entre les peuples.

6. La liberté des femmes est fondamentale au système fédéral démocratique. Les femmes ont le droit à une participation égale sur tous les niveaux et aux positions de responsabilité en ce qui concerne les décisions concernant les femmes. Les femmes seront égales en tous niveaux de la vie, y compris sociale et politique.

7. Les peuples et les communautés qui vivent au sein du système fédéral du Rojava/Nord de la Syrie peuvent développer avec qui ils le veulent les relations politiques, économiques, sociales, culturelles et démocratiques, et partager leurs croyances et leurs cultures avec les peuples et communautés au niveau régional comme international, à partir du moment que ces relations n'ailent pas à l'encontre des objectifs et des intérêts du système fédéral démocratique.

8. Les populations qui vivent dans les régions libérées des organisations terroristes par les forces démocratiques auront le droit de rejoindre le système fédéral démocratique de Rojava/Syrie du Nord, si elles le souhaitent.

9. Le but du système fédéral démocratique de Rojava/Syrie du Nord sur le plan régional est d'atteindre une union démocratique sur les plans politique, économique, culturel et social entre tous les peuples du Moyen-Orient, et de dépasser les frontières nationales pour créer une vie en toute sécurité, paisible et fraternelle pour tous et toutes.

10. La création d'un système fédéral et démocratique aura lieu au sein d'une Syrie souveraine.

À tous les peuples de Syrie, du Kurdistan et de Rojava, de tous groupes et classes sociales.

[...] Aujourd'hui, la Syrie vit la pire tragédie de toute son histoire. Des millions de personnes déplacées et des centaines de milliers tuées, sans parler des immenses dégâts qu'ont subi les infrastructures du pays.

Malgré tout, une expérience démocratique au Rojava a pu être créée et défendue par le sang des martyrs. [...] Nous avons pleinement confiance que celle-ci servira comme modèle pour une solution de la crise syrienne.

Dans le cadre des décisions que nous avons prises, nous appelons avant tout les femmes qui représentent une vie libre, ainsi que la jeunesse, les communautés, les travailleur.e.s et toute autre composante de la société civile, à se joindre à la construction du système fédéral démocratique. Nous appelons aussi toute l'humanité progressiste et les forces démocratiques à soutenir nos efforts.

Vive la détermination, coexistence et unité de nos peuples ».

source

<https://rojavareport.wordpress.com>
<http://kurdishquestion.com>



L'ALLIÉ TACTIQUE PRÉFÉRÉ DE TOUT LE MONDE : LES KURDES

Il existe une expression très connue chez les Kurdes : « *les montagnes sont mes seuls amis* ». Cette expression décrit depuis plusieurs générations le fait que les Kurdes ont toujours été obligé.e.s de compter sur elles et eux-mêmes et sur la géographie impitoyable du Kurdistan pour maintenir leur existence. Les circonstances plus récentes ont aussi montré que cette phrase qui reflète la situation historique des Kurdes, continue à décrire nettement leurs réalités d'aujourd'hui.

Depuis les Accords de Lausanne [NdT : *découpage de l'Empire Ottoman après la guerre 14-18 qui sépare les populations Kurdes entre quatre pays*], les Kurdes n'ont jamais été abordés par aucun état sur Terre ni pesé dans les discussions internationales face aux autres nations voisines forgées par les États coloniaux, tenant des positions plus stratégiques que les Kurdes aux yeux des forces internationales.

Lors du remodelage du Moyen-Orient par la France et l'Angleterre au début du xx^e siècle, les Kurdes ont été considéré.e.s comme n'étant pas qualifié.e.s pour constituer un état-nation. On leur a imposé le rôle de populations minoritaires au sein d'états-nations qui eux ont eu la grâce des dirigeants bureaucrates impérialistes Britanniques et Français.

Et ces temps-là ne sont pas finis.

Les États hégémoniques du siècle dernier se sont contentés d'observer sans réagir lorsque le Cheikh Sayit et ses camarades furent pendus pour avoir mené un soulèvement contre la jadis adolescente République Turque. Même les massacres des dizaines de milliers de Kurdes à Dersim pendant les années 1937-38 ont été justifiés comme des soi-disant « douleurs d'accouchement » du processus de construction de la nation. Le silence assourdissant de l'occident pendant la campagne génocidaire « Anfal » menée par Saddam Hussein qui a tué des centaines de milliers de Kurdes entre 1986 et 1989 n'a fait que démontrer que l'amitié des montagnes ne suffisait pas.

Aujourd'hui, l'armée Turque (parmi les innombrables atrocités reportées depuis maintenant six mois) continue le bombardement permanent des villes et villages Kurdes. L'Europe –qui récemment encore critiquait les dérives dictatoriales d'Erdogan– s'est-elle fait acheter son silence par l'État turc qui menaçait de laisser passer en Europe les 2.5 millions de réfugié.e.s Syrienn.e.s retenu.e.s actuellement en Turquie ? Puisqu'on en parle, il se passe quoi d'ailleurs des milliers de réfugié.e.s qui venaient vers l'Europe vers la fin de l'année dernière ?

Ce n'est pas le but de cet article de dessiner une sorte de canevas du contexte historique de ce qu'on appelle trop souvent le « destin des Kurdes ». Je tiens pourtant à dire que, malgré les coups médiatiques, malgré tous les discours de « soutien » aux « Kurdes héroïques et leur lutte contre le terrorisme » de la part des chefs d'états, et malgré la découverte soudaine que ça soit les Kurdes qui se battent en première ligne dans la lutte contre le patriarcat, les Kurdes en lutte ont toujours été tenu.e.s à l'écart par les puissances cherchant encore une fois à remodeler la région.

Aux yeux de la coalition internationale contre Daech (mené par les USA), les Kurdes présentent « la force armée la plus efficace dans la guerre contre l'État Islamique » ; pour la Russie, la dernière puissance internationale sur le terrain en Syrie, les Kurdes sont considéré.e.s comme les « citoyens Syriens défendant la Syrie contre les terroristes » ; et pour une grande partie des médias internationaux, les Kurdes sont présenté.e.s comme étant des combattant.e.s défendant les « valeurs » occidentales dans une partie du monde considérée comme rétrograde et moyen-âgeuse. Pour tous ceux qui ont des intérêts dans la résolution du conflit actuel, qui déborde sur plusieurs

au Rojava :

♦ **Le MSD (Conseil Démocratique de Syrie)**, branche politique des SDF, travaille vers une solution à la guerre en Syrie, à travers la proposition d'une Syrie confédérale, avec trois régions ayant une autonomie fédérale (nord, sud et centre). Comme première étape, une assemblée générale a déclaré la région confédérale du Rojava et nord de la Syrie, le 17 mars.



♦ **La ville jumelle de Nusaybin côté syrien, Qamishlo**, a aussi été attaquée le 1^{er} avril par des tirs de mortiers par les forces turques (qui profitent sûrement de leur déploiement à Nusaybin, ville sous couvre-feu actuellement). L'armée turque tire également à la frontière sur des journalistes qui étaient en campagne pour « rompre le silence » médiatique.

♦ **Les gangs de Daesh attaquent** encore le sud et l'est du canton de Kobanê.

♦ **Le quartier d'Alep, Sheikh Maq-soud**, est toujours sous attaque depuis le 16 février par des gangs soutenus par la Turquie et l'Arabie Saoudite. Début avril, 24 civil.e.s ont été tués et 80 blessé.e.s lors d'une attaque, notamment aux gaz chimiques (utilisation reconnue par les gangs). Les forces des YPG/YPJ ont répondu, en tuant 52 membres des gangs et en blessant des douzaines. D'après un article de l'Agence Firat, 2 des membres tués sont des agents des services secrets turcs, le MIT.

pays du Moyen-Orient, les Kurdes sont alors considéré.e.s comme à la fois un allié béni à court-terme, et à plus long terme, comme une alliance à éviter à tout prix !

N'est-ce pas le message qui est envoyé au monde quand les Kurdes ne sont pas convié.e.s aux pourparlers de Genève (organisés par l'ONU pour trouver une solution à la guerre en Syrie) ? Qui est invité pour venir débattre une solution pacifique du conflit en Syrie ? Les garants des intérêts du régime de Bachar Al-Assad, des forces jugées « légitimes » sur le terrain comme des organisations dites « terroristes » par d'autres invités. Et pendant tout cela, les alliés tactiques de tout le monde, les Kurdes, ont été relégués justement à leur rôle : « tactique » !

La réponse à la question « pour-quoi ? » est simple : les Kurdes sont, plus que jamais, les sujets de leur propre destin. Les acteurs intéressés par la résolution du conflit syrien ont des ambitions qui ne sont possibles que par la pacification qu'entreprennent les Kurdes.

Les Kurdes n'ont pas seulement « lutté contre les terroristes » ; ils ont construit leur propre système social

politique imposé seulement par eux et elles-mêmes, un système qu'on appelle le confédéralisme démocratique. Ceci est le cas pour les Kurdes de Rojava (Kurdistan Syrien) et celles et ceux de Bakur (Kurdistan Nord, en Turquie). Alors qu'en Syrie les Kurdes n'arrivent pas à se débarrasser de leur statut tactique vis-à-vis des priorités stratégiques des grosses puissances en question ; en Turquie les Kurdes se font sacrifié.e.s pour garder un allié de l'OTAN qui joue, comme par hasard, le rôle de pays tampon entre l'Europe et le chaos du Moyen-Orient.

Attention, il ne faut pas croire que les Kurdes s'attendent à être considéré.e.s comme des partenaires stratégiques par les mêmes puissances qui ont mené la région dans un chaos absolu. Tout comme beaucoup qui résistent de par le monde, le peuple Kurde sait bien pourquoi ils et elles sont systématiquement rejeté.e.s par les représentants du système global. Ils veulent juste que les personnes qui luttent ailleurs le sachent.

Source

Giran Ozcan, kurdishquestion.com
Traduction de l'anglais : Merhaba Hevalno

QUELS SONT LES CALCULS DES KURDES AU ROJAVA ?

Voici des extraits d'un article publié par Fehim Tastekin pour le web-média turc Radikal, dans lequel l'auteur donne sa vision de la situation géopolitique en Syrie actuellement, et pose des questions à Eldar Halill (TEV-DEM) et Zuhat Kobani (représentant du PYD en Europe) sur la collaboration entre les Kurdes et la Russie, les États-Unis, le régime Syrien...

Malgré les avertissements de la part des États-Unis et les tirs d'artillerie de l'armée turque, les Kurdes continuent à construire l'autonomie démocratique dans la région entre Marea et Azaz. [...] Les diplomates américains exigent que les YPG/YPJ ne se battent pas contre les groupes soutenus par l'Occident et les pays du Golfe, qu'ils rendent les zones qu'ils viennent de capturer aux alentours d'Azaz, qu'ils arrêtent de collaborer avec la Russie, et bien sûr qu'ils ne s'attendent pas à un soutien pour leur projet d'autonomie de la part des États-Unis ! Quelle a été la réponse des Kurdes à ces avertissements ? [...]

Est-ce que les avertissements des Américains signifient un renversement de la situation ?

Zuhat Kobani : Les USA ne veulent pas perdre la Turquie. Ils font leurs déclarations en conséquence. Ils essaient de ménager la Turquie. Mais les Américains veulent aussi assurer leur jeu à eux. C'est eux qui se sont opposés à ce qu'on soit invité à Genève, à cause des pressions venant de la Turquie. J'ai demandé aux Américains « Avez-vous des ami.e.s en Syrie à part les Kurdes ? » et ils m'ont répondu que « Non. » « Vous n'avez aucune influence nulle part ailleurs que dans le Nord de la Syrie, et malgré cela vous ne voulez pas accepter les Kurdes aux tables des négociations ». Ils nous demandent si nous



faisons confiance aux pourparlers de Genève car eux-mêmes ils n'en ont aucune. Ils disent « *Vous participerez mais au moment opportun* ». Nous avons dit aux Américains que nous ne sommes pas une menace pour la Turquie. Mais tout est compliqué. C'est le Moyen-Orient ici, tu sais.

Est-ce que vous avez peur que les Américains vous abandonnent ?

Eldar Halil : Non, nous ne sommes pas inquiets. Nous n'avons pas peur puisque nous avons nos propres forces à nous. Nous avons parlé sérieusement avec les Américains du fait qu'ils ne nous avaient pas invités à Genève. Nous leur avons dit : « *Nous ne travaillerons pas avec vous* ». Ils essaient de nous faire changer d'avis en nous font toute sorte de promesses.

Les Américains sont-ils capables d'agir sans vous ?

Eldar Halil : Ils ne sont aucunement capable d'avancer vers Raqqa (« capitale » de Daech en Syrie) sans nous. Tant que Raqqa reste sous contrôle de Daech ils continueront à travailler avec nous, mais après ça on ne sait pas trop ce qu'il se passera. Nous prenons donc des précautions pour toute sorte d'éventualités.

Les Américains, que veulent-ils des Kurdes ? Par exemple, après la capture de Raqqa, s'attendent-ils à ce que vous (les Kurdes) vous battiez contre le régime de Bachar Al-Assad ?

Eldar Halil : Les Américains veulent se débarrasser de Daech. En ce qui concerne la question de se battre contre le régime, jusque là ils ne l'ont pas abordé. La question des Peshmergas fut abordé l'année dernière. Barzani (président de la région Kurde en Irak) avait formé les Peshmergas dans l'optique de les envoyer au Rojava. Mais nous avons refusé que ça se fasse, et les Américains n'ont plus jamais abordé ce sujet. Ils insistent surtout sur le fait qu'on ne se batte pas contre la Turquie. Bien sûr que les Américains savent très bien que, depuis 5 ans, nous n'avons posé aucun problème sur la frontière avec la Turquie, et nous n'allons pas commencer maintenant.

Les YPG collaborent-elles avec la Russie à Afrin et Alep ?

Eldar Halil : La Russie n'a aucune autorité sur nos actions ; ils ne sont pas sur le terrain. Ils ne mènent que des bombardements aériens. Je tiens surtout à insister sur le fait que nous travaillons pour nous-mêmes et pour personne d'autre.

Quel est le niveau de coopération avec la Russie ? Ils ont quand même donné leur accord pour l'ouverture d'un bureau de l'administration de Rojava à Moscou...

Eldar Halil : Il y a de bonnes choses qui se mettent en place mais il n'y a aucune relation stratégique, il n'y a aucun plan futur avec les Russes. Il ne s'agit que de communications concernant des questions pratiques et techniques.

[...] Pourquoi les groupes d'oppositions attaquent-ils «Şeyh Maksud et Eşrefiye (quartiers du Nord d'Alep tenus par les YPG/YPJ) ? Ils disent que les YPG/YPJ ont fermé la route de Castelo, et qu'ils aident le régime à encercler l'opposition à Alep.

Eldar Halil : Ils ont commencé leurs attaques dès le début du cessez-le-feu. Ce sont eux qui veulent couper la route de Castelo. Ils essaient de la fermer pour empêcher nos populations de faire des aller-retours entre ces deux quartiers et le centre d'Alep. Ils ne se battent pas contre le régime mais contre les Kurdes. Ils nous attaquent pour nous empêcher de développer notre autonomie. Pour le coup ce n'est pas Daech qui nous attaque, et Al-Nusra ne joue pas non plus un rôle important ; ce sont surtout les groupes soutenus par la Turquie qui nous attaquent. Ils ont même utilisé des armes chimiques.

Salih Muslim a déclaré que vous avez des documents prouvant que Daech aurait reçu de l'aide de la part de l'État turc lors des attaques contre Tel Abyad le 27 février 2016. De quelle sorte d'aide s'agit-il ?

Eldar Halil : Ils ont attaqué Tel Abyad depuis le côté turc de la frontière. Des membres de Daech ont été tués sur la frontière même. Tout le monde a vu comment ils ont fait pour venir, depuis où leurs véhicules sont arrivés, puis comment ils ont attaqué à la frontière turque. Tout le monde le sait.

Comment interprétez-vous les appels de la part des Américains à quitter les zones autour d'Azaz ?

Zuhât Kobani : Les Américains ont été mis au courant de l'opération visant à reprendre Azaz. Ce n'est qu'une fois que la Turquie a répondu en lançant des tirs d'artillerie jusqu'en Syrie que les Américains ont pris cette position publiquement.

Pourquoi alors les Américains ont-ils donné le feu vert (pour la reprise d'Azaz) ?

Zuhât Kobani : Parce que si nous n'avions pas avancé, le régime aurait avancé à notre place. Nous avons donc empêché le régime d'avancer.

[...] Vous avez empêché le régime d'avancer mais ce dernier a quand même bénéficié de cette action...

Zuhât Kobani : Il ne s'agit pas d'une approche stratégique mais plutôt d'une approche tactique de la part du régime. L'occupation de ces zones par les Kurdes empêche une intervention turque sur le terrain. Les Kurdes ont coupé tout accès à l'armée turque en se déplaçant encore plus vers le sud, direction Tel Rifat. Mais le régime a aussi ses propres calculs. Il existe plusieurs voix différentes venant de Damas. Il y en a qui défendent le droit des Kurdes et qui disent que nous allons trouver une solution à la crise à travers le dialogue. Dès qu'il aura l'impression d'avoir suffisamment de force pour le faire, le régime va sans doute retourner ses armes contre les Kurdes. C'est pourquoi nous nous préparons pour toute sorte de situation.

Vous n'avez jamais profité d'aucune aide militaire de la part de la Russie ni de l'armée syrienne à Afrin ?

Zuhât Kobani : Non. Au Moyen-Orient, si t'as de l'argent t'as des armes jusqu'au cou. Notre peuple s'achète des armes. Notre peuple voit cette situation comme une guerre pour l'existence et il y participe très sérieusement. [...]

♦♦♦♦♦

Chacun fait ses calculs

Comme l'a exprimé Zuhât Kobani, le Moyen-Orient est une boule pleine de contradictions. Ici, les calculs faits le matin ne fonctionnent plus le soir, et ceux faits le soir ne fonctionnent plus le matin.

En bref, tout le monde a ses propres calculs. [...] Mais quels sont les calculs des Kurdes ?

Pour la mise en place et l'expansion de leur autonomie, les Kurdes sont ouverts à toute option : si c'est la paix alors ils feront la paix, si c'est la guerre alors ils feront la guerre, et si c'est la coopération alors ils coopéreront.

[...] De nos jours, les forces armées composées des groupes comme le Front al-Nusra, Ahrar ash-Sham, le Front du Levant, les Bataillons de Nurettin Zengi, la Brigade de Sultan Murad, les Brigades de Sultan Mohamed Fatih, les Brigades de Fastaqim Kama Umirt, la 13ème Division, Al-Fawj al-Awal, la 16ème Division et les Bataillons d'Abu Amarah, sont en train d'attaquer les quartiers de Şeyh Maksud et Eşrefiye [cités plus haut]. Mis à part le Front al-Nusra, ce sont ces mêmes groupes qui ont envie de s'asseoir à la table des négociations en face

de Bachar al-Assad à Genève. Chacune de ces factions est en train de profiter au maximum du cessez-le-feu pour agrandir son territoire.

Selon les Kurdes, ces groupes représentent un obstacle pour l'autonomie démocratique.

Selon ces groupes, les Kurdes représentent un obstacle pour l'effondrement du régime.

Selon le régime, les Kurdes sont le moins pire par rapport aux groupes soutenus directement par la Turquie et l'Arabie Saoudite.

Selon les Américains, les Kurdes sont les plus efficaces dans la guerre contre Daech.

Oui, chacun a ses propres calculs. Des calculs à l'intérieur des calculs, des jeux à l'intérieur des jeux.

source

<https://rojavareport.wordpress.com>
Traduction de l'anglais : Merhaba Hevalno



Dans beaucoup de discussions à propos du mouvement kurde, on parle du Rojava, des villes autonomes en Turquie, puis la question revient « En Irak il se passe quoi ? ». Voici une analyse du système économique du Kurdistan irakien qui fait penser qu'obtenir l'autonomie politique, un «gouvernement régional autonome», n'abolit aucunement les inégalités sociales, la ségrégation, l'assimilation à une culture mondialisée capitaliste.

Article de Delovan Ghafoor, publié le 17 mars 2015 sur kurdishquestion.com

En tant que peuple ayant énormément souffert de la violence des autres, les Kurdes attendent leur indépendance depuis fort longtemps. On répète sans cesse que les Kurdes sont le « plus grand groupe ethnique sans État ». On a beau le savoir, que se passe-t-il concrètement pour que le peuple puisse avancer ?

Depuis la destruction de toute possibilité d'un Kurdistan pour les Kurdes décrété en 1923 par les Accords de Lausanne, les Kurdes auraient dû apprendre à se méfier et ne pas être dépendant.e.s des États. Bien que le GRK [Gouvernement Régional du Kurdistan] ait accompli des progrès considérables, ses leaders se sont fait connaître comme n'étant pas fiables, rendant donc peu judicieuse toute alliance stratégique et de long terme avec les États-Unis, ou

n'importe quel autre pays d'ailleurs. Ceci dit, suite au déclenchement de la Guerre d'Irak en 2003, ce sont les Kurdes qui ont tiré indéniablement le plus de bénéfices de l'intervention américaine, principalement par le biais d'une croissance économique qui ne montre aucun signe de ralentissement. La ville d'Erbil (capitale de la région Kurde en Irak) a fait des énormes progrès rien que ces cinq dernières années, et on s'attend à voir encore des chantiers et des grues changer son paysage dans les années à venir. L'investissement international accompagné d'un afflux de travailleur.e.s du monde entier participe aussi à une transformation du paysage culturel de la ville ; la langue arabe et anglaise y dominent, et ceux et celles ne parlant que le Kurde n'iraient pas très loin dans l'Erbil moderne.

Les Kurdes du Kurdistan Sud (au Nord de l'Irak) jouissent enfin d'un niveau élevé d'investissement international et de sécurité, mais cela ne profite qu'à un très petit pourcentage de la population. Plutôt que de saisir cette occasion pour devenir une balise de la démocratie, Erbil est tombé dans le piège des Griffes du Capitalisme. En se promenant à l'extérieur de la citadelle vieille de 8000 ans, en traversant les vieux bazars, on constate la vie des classes ouvrières : pas d'eau potable, pas d'électricité, même pas de routes goudronnées. Ceci alors que, de l'autre côté de la ville, les maisons de l'« Italian Village » ou de la « Royal City » -projets immobiliers de lotissements style faubourg américain- coûtent entre \$250.000 et \$1.000.000. Il n'existe aucun doute sur le fait que les Kurdes méritent tout cela, mais avec les quantités d'argent qui coulent entre les mains des riches et celles du gouvernement, on pourrait en investir un minimum dans le cœur historique d'Erbil. Soyons honnêtes, posons-nous la question : qui tire vraiment les bénéfices de ce nouvel âge d'or ? Lors des réunions dans les hôtels de luxe, des vols de Vienne à Sulaymaniyah et de Dubai à Erbil, sur fond de tintement des verres à pied et l'odeur de la cuisine raffinée, les hommes d'affaires et les politiciens se bousculent pour attirer l'attention de leurs confrères Kurdes alors que, dans un coin de la salle, les serveurs et serveuses Kurdes se demandent comment il.le.s vont faire pour nourrir leurs familles. Alors que le Président Barzani a joué un rôle central dans la transformation d'Erbil en « Nouveau Dubaï », c'est la corruption de son gouvernement qui va finir par dérailler et dévaloriser le succès de sa ville. Erbil a reçu des félicitations, ville « modèle de l'Irak d'après Saddam Hussein », « phare démocratique au Moyen-Orient », mais est-ce vraiment le cas ? Malgré le fait qu'on souhaite que des telles phrases deviennent vraies, elles sont plus près de l'exagération que de la vérité. Ni le KDP, ni le PUK ne permettent aucune véritable possibilité de se présenter aux élections. Les Kurdes ne peuvent plus continuer à simplement repeindre la façade de leur société, le moment est venu de tout décaper et de recommencer à nouveau. Les Kurdes se sont fait maltraité.e.s, mais les Kurdes se sont aussi maltraité.e.s entre ell.eux. Il reste encore des milliers de personnes portées disparues depuis la guerre civile Kurde de 1994-1997 pendant laquelle le KDP et le PUK ont commis de grosses violations des droits de l'homme. Il ne faut pas mordre la main qui te nourrit, tant qu'elle ne t'empoisonne pas.

Beaucoup pensaient que l'Irak d'après Saddam Hussein serait le moment opportun pour la construction d'une « démocratie » et d'une « société libérale » ; la réalité fut plus schizophrène qu'autre chose. Plutôt que d'embaucher des académicien.ne.s et des professionnel.le.s, les places du gouvernement ont été donné aux fils, aux cousins et aux neveux. C'est pour cela que les citoyen.ne.s lambda sont privé.e.s de tout moyen de faire entendre leurs voix. Il existe déjà un désenchantement croissant vis-à-vis de la politique au Kurdistan Irakien, et les Kurdes se sentent désespéré.e.s, même si la révolte ne semble pas être une option.

Les centres commerciaux et les gratte-ciels ont surgi du sol au moment du boom économique. Ces centres commerciaux ne sont qu'un exemple de la polarisation croissante entre les classes sociales ; les classes ouvrières laissées derrière, n'étant pas capables ou en mesure de s'adapter à une ville de plus en plus chère. La prolifération des centres commerciaux et des supermarchés qui excluent les familles pauvres et ouvrières montre la vérité de l'avenir du Kurdistan ; la ségrégation entre riches

et pauvres. L'invasion commerciale des produits vendus dans ces supermarchés fait partie de l'impérialisme culturel hérité de l'ennemi juré des Kurdes : la Turquie. Les classes ouvrières dépossédées surgiront, au fur et à mesure, comme un gronde-ment au-dessus des montagnes du Kurdistan pour en devenir, que ce soit dans deux ou vingt ans, un véritable rugissement.

Les Kurdes sont en route pour devenir le « Nouveau Dubaï », ce qui se réalisera sûrement dans les années à venir ; mais cela représente-t-il un but désirable ?

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire «Ceci est à moi», et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, que de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargné au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables «Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne» ». Jean Jacques Rousseau

source

kurdishquestion.com - traduction de l'anglais : Merhaba Hevalno



au Başur :

♦ **Cela fait maintenant 3 semaines que l'armée irakienne,** les Peshmergas de la région Kurde et les combattant.e.s des tribus sunnites de la région continuent à avancer vers la ville de Mossoul dans le but de la reprendre à Daech. Ayant repris 3 villages dans la région de Makmhour, ils tiennent leur positions en attendant l'arrivée des renforts militaires et tribaux avant de pouvoir continuer. Des gangs de Daech continuent à utiliser les armes chimiques, des lance-rockets et des voitures piégées pour repousser tout attaque.

♦ **53 Yézidi.e.s** (12 femmes et 41 enfants) libérées des mains de Daesh par les YBŞ (guérillas de protection de Shengal), ont rejoint leurs familles dans les monts Shengal.

♦ **Les avions de chasse turcs** survolent encore et bombardent des positions des guérillas kurdes HPG et des villages civils dans les montagnes du Kurdistan irakien.

Pourquoi la France laisse faire le génocide



Merhaba Hevalno

J'entendais à la radio hier matin, que Radovan Karadzic, ex-président de la République Serbe de Bosnie-Herzégovine, venait d'être condamné à 40 ans de prison pour génocides et crimes contre l'humanité. Et qu'on s'en félicitait. Toujours prompts à condamner les crimes des autres, nos journalistes franchouillards ont la langue moins pendue quand il s'agit des horreurs dont nos gouvernants sont responsables.

Si les médias français restent muets sur les massacres en cours au Kurdistan nord (Sud-Est de la Turquie) et ailleurs (au Yémen notamment), ce n'est pas pour rien : la France vend des armes à qui veut au Moyen-Orient (l'Arabie Saoudite étant le plus gros client), la France cherche à faire aboutir une loi de coopération avec la Turquie depuis 1998 et vient de conclure un accord sur les exilé.e.s^[1] parce qu'elle n'en veut pas sur son territoire.

Coopération militaire et policière franco-turque

Depuis 1998, un accord est en négociation entre la France et la Turquie qui a pour but de permettre une meilleure coopération entre ces deux pays sur trois sujets principaux : le terrorisme, le trafic de stupéfiants et l'immigration illégale^[2]. Y est ajoutée également, à la demande de la Turquie, la « gestion démocratique des foules », ou, en d'autres termes, la répression policière.

« Ce texte a fait l'objet d'un projet de loi, validé en conseil des ministres le 1er août 2012. Mais, aussitôt déposé au bureau de l'Assemblée nationale, il n'a toujours pas été ratifié. » peut-on lire dans un article de Médiapart^[3] sur le sujet. L'article explique ensuite que grâce à la mobilisation des réseaux de militants kurdes, des députés de gauche (PCF et PS) ont traîné la patte pour mettre le projet de loi au calendrier de la commission des affaires étrangères. De ce fait, la loi n'est toujours pas votée. Dommage pour les entreprises françaises d'armement, car du coup elles se font doubler par le Royaume-Uni, le Japon, la Corée du sud...^[4]

Toujours est-il que la France espère bien reprendre une place de premier plan grâce à ce projet de loi, et ainsi avoir un accès privilégié aux marchés des armements offensifs et répressifs turcs. Aucune raison de réserver nos prouesses technologiques au seul marché saoudien que diable ! Si vous avez envie de vous amuser, vous trouverez en fin d'article les coordonnées d'Otokar, entreprise turque de fabrication de véhicules blindés dont le siège est en France.

Accord UE-Turquie sur les exilé.e.s

Cependant, pas la peine de se réjouir, même si cette loi n'est pas votée, le récent accord entre l'Union Européenne et la Turquie vient y pallier pour ce qui est du volet de l'« immigration illégale ». Comme personne ne veut accueillir ces personnes qui aspirent à des conditions de vie supportables, il faut bien trouver une solution pour qu'elles et ils restent en-dehors de nos frontières. Ah ba tiens ! On aurait qu'à les refiler aux Turcs, et leur

faire confiance pour la gestion des frontières aussi tant qu'on y est ! Eux au moins ne font pas semblant de s'embarrasser de considérations droitdelhommistes. Cela évite des polémiques bien ennuyeuses, on laissera d'autres soldats que les nôtres tirer à vue sur ceux qui veulent franchir les frontières sans en être tenus pour responsables. Magique !

L'accord prévoit donc des échanges « 1 pour 1 »... une personne entrée illégalement en Europe qui serait passée par la Turquie, y sera renvoyée, et en échange la Turquie enverra à l'Europe une personne relevant du droit d'asile (des Syrien.ne.s). Le plus drôle dans l'histoire, c'est que parmi les personnes arrivées illégalement en Europe, il y a bien évidemment de nombreuses personnes relevant du droit d'asile. On pourrait sourire devant l'absurdité d'un tel accord, s'il ne contribuait pas à accentuer les difficultés de vie de ces personnes.

La Turquie accepte donc sa nouvelle mission, quelques milliards d'euros au passage qui serviront à enrichir Erdoğan, à investir dans du matériel militaire, à financer Daech, et en échange, hop ! pas un mot sur ses accointances avec l'État Islamique, ni rien non plus sur les massacres de Kurdes à l'Est du pays, ou sur ses incursions en territoire kurde syrien et irakien. Bref, du « gagant-gagnant » comme on dit. Enfin, soit-dit en passant, si l'idée est d'éviter que de nouvelles personnes fuient vers l'Europe, participer avec la Turquie à l'instauration de conditions de vie insoutenables n'est peut-être pas la meilleure idée qui soit, à moyen et long terme. Même dans leur logique cynique.

L'OFPPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides), a déjà fait savoir qu'elle n'aidait pas au renvoi de Syriens éligibles au droit d'asile, c'est contre ses valeurs. Je ne sais pas quelles sont les valeurs de l'OFPPRA exactement étant donné qu'il refuse d'accorder l'asile dans environ 75 % des cas^[5], mais c'est déjà ça.

Coordonnées d'Otokar : entreprise turque qui fabrique des bus civils, mais également des véhicules blindés^[6] que l'on peut voir circuler dans nombre de villes kurdes, et dont le siège est à Roissy : Otokar Europe : 24, rue du Noyer, Parc les scientifiques lot A-3, 95700 Roissy-en-France, Tél : 01 34 38 76 76

[1] Petite précision sur le terme « exilé.e.s » : j'ai préféré utiliser ce terme, contrairement au mot « migrant.e » utilisé dans les médias, d'une part parce que le mot « migrant.e » est utilisé pour faire peur, de deux parts parce qu'il nie toute la dimension émotionnelle liée au fait de quitter son pays contre son gré, que ce soit en raison de guerres ou de mauvaises conditions socio-économiques. Dans tous les cas aucun mot n'est parfait pour décrire une multitude de réalités humaines.

[2] Lire le projet de loi dans son intégralité sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/projets/pl0137.asp>

[3] <https://blogs.mediapart.fr/maxime-azadi/blog/240213/un-dange-reux-projet-de-loi-devant-le-parlement-francais>

[4] <https://corporatewatch.org/news/2015/oct/23/turkish-police-murder-kurds-companies-still-make-profit>

[5] <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Statistiques/Tableaux-statistiques/Les-demandes-d-asile>

[6] <http://www.otokar.com/en-us/products/Pages/MilitaryVehicles.aspx>



NON AUX ACCORDS DE LA HONTE ENTRE L'UE ET L'ÉTAT FASCISTE TURC!

communiqué du Conseil démocratique kurde en France - 16 mars 2016

Au cours des derniers jours, les représentants de l'Union européenne ont rencontré le Premier Ministre turc, A. Davutoğlu, pour engager une négociation honteuse sur la crise des réfugiés. L'État turc utilise les personnes fuyant les atrocités de la guerre comme un élément de chantage contre l'Union européenne. En donnant à la Turquie la possibilité même d'utiliser ces migrants comme monnaie d'échange pour quelconques revendications financières ou politiques, les pays européens ont clairement négligé les principes fondamentaux de démocratie, des droits humains et du droit à la jouissance d'une vie libre et digne qui sont à la base de cette unité européenne.

Nous constatons avec beaucoup de regrets que les États membres de l'UE ont choisi de se taire concernant la complicité de l'AKP avec Daesh d'une part et les massacres commis par l'État turc contre sa population kurde d'autre part. Ces mêmes kurdes combattent pour l'Humanité, la liberté et la démocratie, contre l'obscurantisme de Daesh.

Au cours des six derniers mois, les autorités turques ont bombardé des villes, tuant de nombreux civils sans défense. Ces crimes atroces contre l'humanité sont commis sous les yeux du monde entier. Le temps est venu d'obliger la Turquie à arrêter cette barbarie sanglante.

Rappel des comportements criminels de la Turquie au cours des six derniers mois :

- * L'utilisation de la crise des migrants à des fins politiques et économiques : demande accrue d'aide financière aux organes de l'Union européenne, sans pour autant venir en aide aux réfugiés ;
- * Faciliter le passage des réfugiés à travers ses frontières délibérément laissées poreuses, dans le but de pousser l'Europe dans une crise des réfugiés ;

* L'utilisation des milliards d'euros d'aides de l'Union européenne destinés aux réfugiés syriens, pour combattre les kurdes et soutenir Daesh ;

* Le non-respect de l'accord de cessez-le-feu en Syrie résultant de la poursuite des bombardements quotidiens sur les cantons kurdes de Kobanê et Efrîn en Syrie ;

* Les massacres de civils dans des villes à majorité kurde : au cours des six derniers mois, plus de 700 civils, parmi lesquels des bébés, des enfants, des personnes âgées, des femmes enceintes, ont été sauvagement massacrés dans les villes de Cizre, Silopi, Idil, Nusaybin, Sur et Geveç ;

* Le massacre de 150 kurdes, brûlés vifs dans le sous-sol des maisons qui ont pris feu sous les bombardements des forces armées turques ;

* L'arrestation de centaines de militants politiques, maires, intellectuels et journalistes qui avaient osé dénoncer ces atrocités.

L'objectif principal de l'Union européenne n'est-il pas la défense des droits fondamentaux indivisibles et universels, la préservation de la paix et, finalement, le respect des valeurs démocratiques ?

Si cela est effectivement le cas, nous vous appelons à :

- Condamner les actions de l'État turc ;**
- Tenir une position ferme et digne contre le chantage et les menaces de l'État turc ;**
- Poursuivre la Turquie devant vos juridictions pour les crimes de guerre qu'elle a commis ;**
- Adopter des sanctions économiques, politiques et militaires contre les autorités turques.**

en Europe :

♦ Lundi le 4 Avril, la **municipalité de Champigny, près de Paris**, s'est déclarée « Ville Soeur » avec la ville de Cizre, en solidarité avec les Kurdes en lutte en Turquie. Dominique Adenot, maire de Champigny, a déclaré : « Les Kurdes se sont battus contre les barbares à Kobanê, et aujourd'hui ils résistent contre les politiques barbares d'Erdogan ».

♦ **Prague**, un bureau des YPG/YPJ a vu le jour.

♦ **Sang kurde à l'office de tourisme de Turquie**. Paris, le 1er avril, 16h, une

dizaine de militant.e.s du collectif 'Justice pour les kurdes' ont ensanglanté (symboliquement) l'office de tourisme de Turquie sur les Champs Élysées et simulé une scène de massacre. « Nous avons symboliquement voulu faire couler le sang à l'office de tourisme de Turquie car le tourisme finance une économie qui soutient les attaques et crimes commis contre les kurdes. C'est pourquoi nous appelons au boycott du tourisme en Turquie » déclare Elif, la porte-parole du collectif 'Justice pour les kurdes'.

♦ **Des manifestations pro-Erdogan et pro-Kurdes** ont eu lieu dans plusieurs

villes allemandes (Cologne, Nuremberg, Francfort, Stuttgart, entre autres). Les flics ont arrêté au moins 24 personnes des deux 'camps opposés' à Cologne le samedi 9 Avril. Le lundi 11, à Francfort, les CRS allemands sont intervenus lorsque des bagarres ont éclaté entre manifestant.e.s pro-Erdogan et pro-Kurdes. Selon la presse allemande, 12 flics et 5 manifestant.e.s ont été blessé.e.s lors des manifestations à Stuttgart.

♦ Le 4 Avril, l'**Union des Femmes Femmes Kurdes** (Yekitiya Jinen Siwisra ou YJK-S) a été fondé en Suisse

Le mythe de Newroz pour les Kurdes

Voici un article sur l'origine du Newroz, publié par le #phenixkurde sur social.shorthand.com.

Le premier jour du printemps est un jour important pour les Kurdes qui fêtent Newroz, le Nouvel an kurde.

L'origine de Newroz s'appuie sur la légende de Kawa le Forgeron (en kurde Kawayê Hesin-

kar) qui s'opposa, selon la tradition, au roi Dihak (ou Dehak), un tyran qui faisait régner la terreur sur tout le pays. L'histoire commence en Mésopotamie, au pied des montagnes de Zagros. Il y avait un grand château en pierres qui comptait de nombreuses tours et de hauts remparts. Ce château était gouverné par un homme cruel appelé Dehak. Dehak, avait une particularité : il avait sur les épaules deux serpents qui de-

vaient dévorer chaque jour de la cervelle humaine. Ces serpents avaient poussé sur ses épaules suite à un pacte qu'il avait conclu avec le démon venu le tenter. Tous les matins, donc, deux jeunes gens étaient sacrifiés et les serpents du roi étaient nourris avec leur cervelle.

Dans un village, à côté du château, se trouvait un forgeron – nommé Kawa – qui avait déjà sacrifié 16 de ses 17 enfants. Quand le moment fut venu pour sa dernière fille d'être sacrifiée, son père, qui

l'aimait très fort, se révolta. A la place de la cervelle de sa fille, il envoya celle d'un mouton mort. Le roi ne s'aperçut de rien. Puis, Kawa cacha sa fille dans les montagnes. Les autres habitants comprirent alors qu'ils pouvaient tromper le tyran. Ainsi, à chaque fois que le roi demandait un nouveau sacrifice, les gens imitaient Kawa.

Petit à petit, le nombre des jeunes gens sauvés augmenta dans les montagnes de Zagros, jusqu'à ce qu'ils soient assez nombreux pour former une



grande armée. Kawa prit alors la tête de cette armée, attaqua le château, et Kawa tua le roi Dehak. Ensuite, ils montèrent sur les hautes montagnes et allumèrent des feux pour avertir les habitants des villages voisins que le roi avait été tué. Ceci advint un 20 mars et, le lendemain, le peuple célébra son premier jour de liberté.

Depuis cette date-là, Newroz est un symbole important et un jour sacré pour les Kurdes qui le considèrent comme le Nouvel an Kurde. Newroz est du même

coup devenu le symbole de la révolte contre la répression.

Un jour de fierté pour les Kurdes

Newroz a pris une signification politique à partir du moment où les vainqueurs de la Première Guerre mondiale ont décidé de partager le Kurdistan en quatre, en 1923, pour complaire à la Turquie d'Atatürk. Dès lors en effet, cette fête est très vite interdite car elle est le symbole le plus visible de la culture et de l'identité Kurde

que ces Etats souhaitent anéantir.

La garde s'est peu à peu relâchée dans les années 2000. Mais aujourd'hui, il y a toujours des heurts avec les gouvernements en place, notamment en Turquie et en Iran, raison pour laquelle les Kurdes voient aussi dans Newroz l'affirmation de la paix, de l'amitié, de la solidarité entre les peuples... en espérant être compris et entendus un jour par la communauté internationale.

En 2016, la dimension politique du Nouvel an kurde a pris

une dimension supplémentaire avec l'interdiction des festivités en Turquie où le gouvernement a relancé la guerre contre la guérilla du PKK l'été 2015. Craignant une révolte de la population, l'Etat a finalement autorisé une grande fête dans la seule ville d'Amed (Diyarbakir), la capitale du Kurdistan turc, appelé Bakur, ou Kurdistan nord, par les Kurdes, Amed où le couvre-feu en vigueur depuis des mois a été levé le 21 mars pour l'occasion.

APPEL À DONS POUR L'ASSOCIATION SOLIDARITÉ ROJAVA

TRADUCTION D'UNE CHANSON SUR LE NEWROZ DU GROUPE KIZILIRMAK

Newroz bu gülüm aman aman ahh
Allandaydik gülüm aman aman ahh
Bahardaydik loy bayramdaydik

Gök karardı, kayboldu gündüzüm
Yetim kadim babo, sensiz kaldım

Bovemin, seni nerde sorayım
Yoksun ahh conemin, bove min
Seni kimden sorayım
Nerdesin conemin

Newroz bu, gülüm aman aman ahh
Kursun yagdi gülüm aman aman ahh
Bahardi loy, bayramdaydik
Sen yanında, anında akan kanla
Düserken topraga sasa kaldım

Gök karardı, kayboldu gündüzüm,
yetim kadim babo, sensiz kaldım

Bovemin seni nereden sorayım
Yoksun ahh conemin, bove min
Seni kimden sorayım
Nerdesin conemin

◆◆◆◆

C'est le Newroz,
On était sur le terrain vague,
C'était le printemps, c'était jour de fête

Le ciel s'est assombri, le jour a disparu
Je suis restée orphelin papa,
je me suis retrouvée sans toi

Mon papa à moi,
où est-ce que je demande après toi,
Tu n'es pas là mon âme,
mon papa à moi,
à qui je demande après toi, où es tu?

C'est le Newroz
Il a plu des balles,
C'était le printemps,
c'était jour de fête
Tu étais à côté de moi,
le sang coulait sur ton front
T'es tombé à terre,
je suis resté.e sans voix

Mon papa à moi,
où est-ce que je demande après toi,
Tu n'es pas là mon âme,
mon papa à moi,
à qui je demande après toi, où es tu?

Face au déplacement forcé par l'armée turque, les habitant.e.s des villes sous siège, ont décidé de revenir chez elles. Depuis décembre, des villes comme Silvan, Sur et Cizre ont été détruites aux deux tiers par les bombes de l'État turc, et des centaines de personnes ont été tuées.

Mais les habitant.e.s ne cèdent pas face à ces massacres, et comptent reconstruire leurs quartiers elles-mêmes. Une aide urgente est nécessaire pour soutenir ce choix. L'Association Solidarité et Aide au Rojava fait un appel à don.

Que fait concrètement l'Association ?

L'Association Solidarité et Aide au Rojava a été créée en 2014 pour subvenir aux besoins des personnes ayant dû quitter le Rojava (le Kurdistan occidental, en Syrie), ou étant restées au Rojava malgré la guerre contre Daesh. Ce sont les mairies DBP (parti majoritaire dans les villes kurdes en Turquie) qui ont accueilli une grande partie des 200.000 réfugié.e.s syrien.nes dans des campements ouverts autogérés. Mais maintenant les gens au Rojava ont organisé leurs besoins nécessaires ; illes ont toujours besoin de soutien, mais la situation est moins urgente que dans les villes assiégées du Bakûr. Dernièrement, on entend souvent dire que « certaines villes, spécialement Cizre et Sûr, sont pires que Kobanê ! ».

La campagne actuelle de l'Association Rojava vise à aider urgemment les habitant.e.s de Sur, Cizre, Silopi, puis Dargeçit, Nusaybin, Derik, Silvan, etc. où les couvre-feux imposés sont les plus longs. Les dons servent à couvrir les besoins vitaux des familles qui ont vécu les sièges : l'Association Rojava organise depuis la ville de Diyarbakir des envois de nourriture, de couvertures, de vêtements, de médicaments, de produits pour l'hygiène, de produits pour les bébés et pour les femmes, et des tentes pour loger temporairement les personnes ne pouvant être hébergées nulle part ailleurs. Parallèlement, l'association aide les gens à réparer leur maison quand c'est possible, et prévoit de coordonner la reconstruction des quartiers en ruines, en collaboration avec d'autres organisations et structures du mouvement de libération kurde.

Les responsables de l'Association Rojava insistent sur le besoin d'aide de la part de la société civile car il est fort probable qu'aucun État n'apporte de l'aide. En Turquie, illes ont demandé de l'argent au gouverneur local, mais illes n'ont pas eu de réponse...

Depuis l'Europe, la façon la plus simple d'aider est d'envoyer des sous par virement bancaire (les coordonnées sont ci-dessous). Par contre, si vous avez des proches en Turquie, n'hésitez pas à leur parler de cette campagne ; de là-bas c'est possible de faire parvenir des dons en nature directement au dépôt de l'association, et de l'aide bénévole est urgemment nécessaire (les derniers envois de

matériel ont eu du mal à être organisés par manque de main d'œuvre) !

Pourquoi relayons-nous cet appel à dons ?

D'un côté, nous sommes face à une urgence humanitaire évidente. Les personnes sous couvre-feu ou ayant dû fuir, ont un besoin urgent d'aide pour survivre : nourriture, tentes, couvertures, médicaments, etc.

Mais au-delà de ça, nous sommes solidaires avec le peuple Kurde qui préfère s'auto-organiser, plutôt que se plier à l'État dictatorial. Il nous semble très important de pouvoir apporter une solidarité concrète à toutes ces personnes qui ont enduré de longs sièges militaires et qui veulent reconstruire leurs vies comme elles le veulent et là où elles veulent.

C'est sans doute à cause de cette détermination à s'auto-organiser que l'État turc considère ces populations comme des « terroristes »... parce qu'elles sont une menace pour l'État, parce qu'elles n'en veulent pas de l'État. La lutte du peuple kurde pour sa libération est non seulement légitime mais surtout indispensable sous de telles attaques (de la part de l'armée la deuxième plus puissante de l'OTAN !). Les États européens collaborent avec le gouvernement turc, gardent le silence face à ces massacres et versent 6 milliards d'euros pour que la Turquie devienne une forteresse comme l'est déjà devenue l'Europe. Nous refusons d'être complices de ces politiques de terreur imposées aux Kurdes et à toutes les populations fuyant la guerre en ce moment. Nous sommes convaincu.e.s qu'une des multiples façons de montrer notre opposition à ces politiques de guerre est de se tenir auprès du peuple Kurde et de le soutenir dans sa résistance. Cette résistance n'est pas seulement la résistance armée des guérillas, mais avant tout c'est la résistance quotidienne de centaines de milliers de femmes, d'hommes, de jeunes, d'enfants et de personnes âgées qui s'organisent pour préserver leur culture mais aussi pour construire un modèle de société plus libre. Notre soutien passe aussi aujourd'hui par contribuer à renforcer leurs choix de vie comme elles le décident, sans se laisser déplacer.

CONTACTS de l'Association Solidarité et Aide au Rojava :

Adresse : Lise Caddesi Ali Emiri 4. Sokak, Kupik Apt. Kat: 2 -Yenişehir-Diyarbakir
Web: <http://www.rojavadernegi.com> - E-mail : rojavadernegi [at] outlook.com
Téléphones : 0090- 534 012 21 60 et 0090- 412 229 17 86

COORDONNÉES BANCAIRES pour envoyer des dons :

HalkbankOfis / Şubesi TL IBAN Hesabı : TR67 0001 2009 3250 0016 0001 42
İşBankası Ofis / Şubesi TL IBAN Hesabı : TR96 0006 4000 0018 30308933 06
ZiraatBankası Ofis / Şubesi TL IBAN Hesabı : TR73 0001 0011 5070 41089850 01

AGENDA

✌ 16 avril — Lyon — 14h

(à la MDLM, 11 rue Mazagran - Lyon 7) Conférence d'information sur la situation en Turquie et au Kurdistan. Organisée par la Maison de la Mésopotamie et le Groupe Antifasciste Lyon & Environs.

✌ 16 avril — Lanester — 20h

(Médiathèque de Lanester) Conférence sur la situation actuelle du Kurdistan des deux côtés de la frontière turco-syrienne avec l'intervention d'un représentant du Conseil démocratique Kurde en France.

✌ 18-22 avril — Strasbourg

« Nous appelons toutes celles et ceux qui souhaitent contribuer à l'établissement d'un dialogue entre les parties en conflit et à l'instauration de la paix, à venir à Strasbourg entre le 18 et le 22 avril pour soutenir l'action d'une délégation internationale qui rencontrera l'ensemble des institutions européennes afin de les inciter à contrôler les conditions de détention d'Abdullah Öcalan et à faire pression sur la Turquie pour la reprise des négociations et la libération d'Öcalan sans laquelle les négociations ne pourront pas aboutir. » CDKF

✌ 30 avril — Nantes

Rencontre de femmes à Nantes pour découvrir le mouvement de Femmes Libres au Kurdistan + soirée d'ouverture de l'asso Zin44 (association de femmes Kurdes de Nantes). Les bénéfices iront au projet "femmes" de reconstruction de Kobanê. De 9h30 à 22h au Centre Culturel Kurde de Nantes (impasse La Rabotière - St Herblain). Plus d'infos sur nantes.indymedia.org

✌ 7 mai — Lyon — 19h

(à la MDLM, 11 rue Mazagran - Lyon 7) Discussion avec les camarades du Blog nevarneyok.noblogs.org.

✌ 14 mai — Alès — 19h

Discussion à la Rétive à Alès avec les camarades du Blog nevarneyok.noblogs.org. (plus d'infos sur <https://laretative.info>)



Fabrication des barricades à Nusaybin avant l'assaut des forces spéciales turques.

GLOSSAIRE

BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

KCK : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

DTK : « le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « d'autonomie démocratique » en tant qu'organisation « faitière » confédérale.

KJA : Congrès des Femmes Libres. « L'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'état-nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste. » L'ancien DÖKH (Mouvement Démocratique de la Femme Libre) s'est restructuré en 2015 à l'image du DTK.

DBP : Parti Démocratique des Régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti parlementaire. Le HDP est un front regroupant le DBP et de nombreuses organisations révolution-

naires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

GABB : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

HPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS (anciennement YDG-H) : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitants armés pour l'autodéfense des quartiers.

YPS-Jin : Unités de Protection des Femmes.

ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

TEV-DEM : "Mouvement pour une société démocratique". Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « confédéralisme démocratique ».

PYD : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

YPG : Unités de Protection du Peuple. Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

Asayîş : C'est le mot kurde pour 'sécurité', ce sont les forces armées internes du Rojava.

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, proches des YPG/YPJ.

FDS : Les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD), fondées au milieu du mois

d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composant l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

BAŞUR : 'Kurdistan en Irak'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, au pouvoir dans la région Kurde de l'Irak depuis la première guerre du golfe, forte alliée des Etats-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

ROJHILAT : 'Kurdistan en Iran'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien proche du PKK.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

TIKKO : guérilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/ Marksist-Leninist (TKP/ML)

AKP : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néolibéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)

PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

Visitez les sites KEDISTAN.FR,
NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG,
SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG,
TWITTER.COM/INFO_ROJAVA,
SUSAM-SOKAK.FR, etc...

Et aussi en anglais :
KURDISHQUESTION.COM,
ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM,
DICLEHABER.COM/TR,
EN.FIRATAJANS.COM

À VOIR :

Vidéo de Cizre après le dernier siège :
<https://www.youtube.com/watch?v=DSOITl2qdIM>

